

© Veli Pohjonen

© @FAO, Giulio Napolitano



L'UNION FAIT LA FORCE



© Francisco Xanté Lobos



© Rauno Karppinen

Des organisations de producteurs forestiers efficaces



AGRICORD



FARMERS FIGHTING POVERTY

The designations employed and the presentation of material in this information product do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and AgriCord concerning the legal or development status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The mention of specific companies or products of manufacturers, whether or not these have been patented, does not imply that these have been endorsed or recommended by FAO or AgriCord in preference to others of a similar nature that are not mentioned.

All rights reserved. FAO and AgriCord encourage the reproduction and dissemination of material in this information product. Non-commercial uses will be authorized free of charge, upon request. Reproduction for resale or other commercial purposes, including educational purposes, may incur fees and need to be consulted.

Août 2012



L'union fait la force

***Des organisations de producteurs
forestiers efficaces***

Août 2012

Remerciements

Ce document s'appuie sur une pluralité de sources. Nous remercions particulièrement Pekka Jamsen d'AgriCord et Sophie Grouwels de la FAO, qui ont conçu et coordonné la publication et fourni une multitude de renseignements et de remarques utiles. Qiang Ma (FAO) a fourni des informations cruciales sur la Chine et l'Europe de l'Est.

Duncan Macqueen de l'IIED, Ignace Coussement d'AgriCord et plusieurs experts de la FAO (Marco Boscolo, Fred Kafeero, Ewald Rametsteiner, Jerker Thunberg, Kata Wagner, ainsi que des membres de l'Équipe de l'Emploi rural et des institutions) nous ont fait part de commentaires précieux durant la rédaction du document. Et nous remercions finalement l'écrivain Julie Harrod qui a composé le texte à partir des sources originales.

Cette publication a été réalisée avec l'appui du Ministère des Affaires Étrangères de la Finlande.



AGRICORD



Avant-propos

Pendant de nombreuses années, la FAO et Agricord ont soutenu la coopération entre les agriculteurs individuels, les groupements et les communautés afin d'améliorer la production agricole. En raison de l'augmentation de la surface des forêts et des terres forestières qui sont actuellement gérées et contrôlées par des particuliers et des communautés, le renforcement de la coopération pour la fourniture de produits forestiers (ligneux et non ligneux) et de services devient une nécessité évidente.

La FAO et ses partenaires ont acquis une expérience initiale précieuse lors de plusieurs initiatives récentes, notamment lors de Programmes de foresterie communautaire, de Forest Connect, du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux et les Growing Forest Partnerships. Le nouveau mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts se base sur ces expériences. Ce mécanisme aidera les producteurs forestiers à former des groupements organisés et à introduire la production forestière dans le programme des accords de coopération existants entre agriculteurs.

Agricord soutient, entre autres, les groupements de petits producteurs et les coopératives qui développent des activités forestières au niveau local en Éthiopie, au Vietnam, en Tanzanie, au Nicaragua et au Népal. Ce type d'arrangements est rendu possible par des accords de jumelage entre plusieurs « associations de gestion des forêts » de MTK et le Syndicat central finlandais de producteurs agricoles et de propriétaires forestiers. D'autres membres d'Agricord participent à des activités similaires: SCC et LRF (Suède) avec la Fédération suédoise des propriétaires de forêts familiales, au Kenya; AGRITERRA (Pays-Bas) en Chine; AFDI (France) au Mali; et TRIAS (Belgique) en Équateur. Les services fournis à la foresterie familiale durable couvrent un vaste éventail d'activités liées aux produits ligneux et non ligneux, qui vont de l'organisation et de la promotion à la plantation, à la récolte et à la commercialisation. Les enseignements tirés de ces initiatives en cours seront utilisés pour continuer à améliorer cette coopération pratique.

Ce document qui propose une compilation de cas illustrant comment les producteurs forestiers se sont organisés et quels sont les enseignements qui ont pu en être tirés jusqu'à maintenant, espère soumettre des idées et motiver tant les prestataires de services que les sylviculteurs. Il souligne le besoin qu'ont les sylviculteurs de s'exprimer sur la politique forestière et les questions légales, et d'avoir un meilleur accès aux marchés, aux services et aux financements. Il offre également un aperçu des activités et des processus pouvant être appuyés par le mécanisme en faveur des agriculteurs et des forêts qu'accueille la FAO, et par le programme Paysans contre la pauvreté d'Agricord.

Ignace Coussement
Directeur général
AgriCord

Ewald Rametsteiner
Chef d'équipe de la politique
forestière
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
(FAO)

Jerker Thunberg
Directeur
Mécanisme en faveur des
forêts et des agriculteurs
(FFF)

Table des matières

Avant-propos	3
Table des matières	4
Résumé	5
Introduction et généralités	9
Généralités	10
Un environnement favorable pour les petits producteurs forestiers	11
Accès et régime foncier	13
1: Renforcement organisationnel	15
Les associations soutiennent la foresterie familiale durable – Finlande	16
Les groupements villageois utilisent à bon escient les droits de propriété forestière – Gambie	17
Regroupements après la réforme politique – Europe de l’Est	18
Des groupements d’utilisateurs renforcés au service de leurs membres et de l’ensemble de la communauté – Népal	19
Une coopérative facilite l’accès aux marchés et aux prêts – Chine	21
Protéger ensemble la forêt – Chine	21
Un groupement fort déjoue l’érosion du vent	22
Atouts et faiblesses d’un dirigeant compétent – Chine	22
Les débuts des groupements de producteurs de Huarango – Équateur	23
Le charbon: une marchandise qui a besoin de groupements de producteurs? Malawi	24
2: Créer des réseaux	27
La partenariat pour accéder aux marchés du carbone – Kenya	28
L’agroforesterie et les liens avec le commerce du carbone – Zambie	29
Établir des liens utiles – Mexique	29
Partenariat financier: les subventions encouragent la production de bois scié – Ouganda	31
Liens entre les groupements de producteurs et les détaillants de plantes médicinales – Inde	32
Liens avec l’industrie – Chine	33
Liens avec les marchés sur place et à l’étranger – Namibie	33
Partage d’expertise à travers le jumelage – Tanzanie et autres	35
3: Plaidoyer et élaboration de politiques	39
Parler d’une seule voix – Afrique du Sud	40
Un réseau de groupements d’utilisateurs se fait le porte-parole de ses membres – Népal	41
Promouvoir la foresterie auprès des décideurs – République tchèque	42
Améliorer le profil de la foresterie – Mali	42
Les associations d’agroforesterie forment un comité national – Kenya	43
4: Développer des opportunités commerciales	47
La foresterie familiale fournit du bois d’exportation – Suède	48
Unir les forces dans une exploitation agricole dont les actions sont partagées – Chine	48
Augmenter la valeur des terres plantées d’acacias – Vietnam	49
Stimuler la production de bambou – Chine	50
Utiliser des arbres comme garanties subsidiaires – Chine	50
Des petits propriétaires créent des entreprises forestières pionnières – Guatemala	51
Les groupements communautaires fabriquent des palettes à partir de bois certifié – Mexique	52
Les groupements devraient tirer profit de l’extension du marché des poteaux en eucalyptus – Éthiopie	53
Production de bois dans les plantations forestières des communautés – Népal	54
Agir	56



AGRICORD



Résumé

Les forêts correctement gérées représentent des ressources renouvelables qui jouent un rôle important dans l'atténuation des effets du changement climatique. Les petits producteurs et les communautés contrôlent déjà une proportion importante et croissante des forêts de la planète, et il est prouvé qu'ils peuvent réduire la déforestation et gérer les forêts durablement. L'isolement des paysans individuels les uns par rapport aux autres, loin des marchés, des sources de financement, des décideurs politiques et des informations, constitue cependant une contrainte cruciale. Les producteurs forestiers peuvent surmonter cet isolement en s'organisant en groupements autonomes comme certains l'ont déjà fait. Les groupements de producteurs permettent à leurs membres d'agir collectivement, de bénéficier des économies d'échelle et d'augmenter leur pouvoir de négociation. Les groupements peuvent aussi s'exprimer au nom des intérêts de leurs membres et définir une politique.

Cependant, les petits producteurs ne peuvent devenir des membres actifs d'organisations de producteurs, qu'à condition que la participation à un tel groupement augmente leurs revenus. Cela signifie qu'une organisation doit offrir des avantages financiers fiables à ses membres ; elle doit leur offrir des services appropriés, tant politiques (en promouvant l'accès aux terres et aux marchés) qu'économiques (à travers une formation pour améliorer la production et l'entrepreneuriat). Pour cela, une organisation doit posséder une gouvernance interne forte et un réseau de partenariats avec d'autres acteurs. Une fois qu'elle aura acquis ces capacités, l'organisation pourra atteindre de nombreuses populations rurales. Les groupements de producteurs forestiers ont le potentiel de permettre à de nombreuses familles rurales pauvres de se joindre à eux et de bénéficier à la fois des marchés domestiques et des projets internationaux pour la foresterie durable et la capture du carbone.

Malgré ces avantages, les organisations de producteurs forestiers ne sont pas aussi fréquentes que leurs homologues dans l'agriculture. Les raisons en sont complexes. Il faut entre autres un environnement largement favorable au sein duquel de tels groupements peuvent prospérer, un accès sûr et à long terme et des droits fonciers. Étant donné que le cycle de production forestier est plus lent (souvent considérablement plus long) que celui des activités agricoles, les cultivateurs peuvent avoir besoin d'aide pour s'engager dans l'entreprise onéreuse que constitue la plantation d'arbres ou

la gestion de forêts jusqu'à ce que leurs investissements commencent à devenir rentable. Et leurs organisations peuvent avoir besoin d'un soutien externe qui leur fournira les services politiques et économiques souhaités par les membres.

Ce rapport qui a pour but de porter à l'attention des décideurs politiques les avantages des actions de groupes déployées par les producteurs forestiers, présente un éventail de cas sélectionnés dans le monde entier. Sans être exhaustifs, ces exemples tirés des pays développés et en développement seront choisis pour illustrer la grande variété de bénéfices possibles. La grande partie de ces exemples sont généralement des « cas exemplaires », mais les défis et les possibilités sont également soulignés.

Les exemples sont classés en quatre sections qui couvrent tous les aspects des organisations de producteurs forestiers efficaces. Les deux premières traitent des capacités organisationnelles (internes et externes) et les deux suivantes montrent comment ces capacités sont utilisées pour soutenir les membres (politiquement et économiquement).

1: Renforcement organisationnel

Une organisation doit avoir un but précis, et doit être bien structurée, inclusive, pour maximiser son potentiel. Elle doit représenter une proportion importante de producteurs (féminins et masculins) dans son domaine d'activité, et elle doit avoir une gouvernance et des structures administratives fortes. Ses membres doivent être motivés et actifs, ce qui sans doute sera le cas lorsqu'ils auront droit à des avantages clairs tels que des services et des informations qui leur seront spécifiquement réservés. Il est important que la direction soit ferme et fasse preuve de redevabilité, quoiqu'une dépendance extrême à l'égard d'un dirigeant charismatique puisse avoir une incidence sur la durabilité de l'organisation. La transparence des transactions financière est cruciale.

Les cas de cette section ont été choisis pour illustrer les multiples éléments qui constituent la force d'une organisation. Même lorsque tous les éléments sont en place, la force met du temps à s'affirmer. C'est le cas en Finlande, où une longue tradition permet à des exploitations forestières familiales durables de combiner une participation multiple à la propriété et un accès libre aux forêts avec la productivité. Les associations de

gestion des forêts finlandaises sont des organisations mûres, démocratiques qui fournissent un éventail complet de services à leurs membres.

Parfois, des changements externes, tels que l'adoption d'une nouvelle loi, permettent aux groupements de mieux fonctionner. Un exemple en Gambie montre comment les villageois ont pu former des groupements d'entreprises à partir du moment où des modifications juridiques leur ont transféré les droits de propriété. Les installations communautaires se sont améliorées avec le revenu généré par les petites entreprises, et les ressources forestières sont protégées par ceux dont les moyens d'existence en dépendent. À la suite de changements externes importants, tels que les réformes politiques postcommunistes en Europe de l'Est, les groupements de producteurs forestiers doivent servir une nouvelle génération de propriétaires forestiers.

Certains groupements acquièrent une telle force qu'ils deviennent un modèle fonctionnel de démocratie et qu'ils apportent d'énormes avantages. La foresterie communautaire au Népal, par exemple, s'est développée pendant plus de deux décennies, et les groupements d'utilisateurs forestiers fournissent de multiples services à la communauté en général. Ils mettent l'accent sur l'équité et l'importance d'aider les plus pauvres dans la société. Les objectifs de protection de l'environnement et d'amélioration du niveau de vie qui ont été atteints au bout de nombreuses années sont désormais fermement établis.

La facilité d'accès au crédit par les membres d'une coopérative gérant bien leurs forêts montre les avantages d'appartenir à un groupement. Un autre cas explique comment des tâches à grande échelle, comme la protection des forêts, peuvent être mieux remplies par un groupement que par une seule personne.

Dans certaines régions du monde, les systèmes politiques transmis par les précédents gouvernements peuvent décourager les producteurs à se joindre à un groupement. Mais en Roumanie, les cultivateurs ont surmonté leurs peurs de la nationalisation lorsqu'ils réalisèrent que seule l'action d'un groupement pouvait contrecarrer l'érosion du vent qui menaçait leurs sols. L'importance (et les dangers potentiels) d'une direction renforcée est illustrée par un cas chinois. Les activités initiales des groupements de producteurs sont décrites en Équateur. Finalement, un cas décrit comment l'industrie du charbon au Malawi pourrait tirer profit de l'intervention de groupements de producteurs.

2: Créer des réseaux

Les organisations de producteurs forestiers doivent nouer des liens avec d'autres acteurs clés (comme les institutions gouvernementales, le secteur privé, les agences de développement et les organisations de la société civile) pour fournir des services complets à leurs membres. Des partenaires peuvent entrer plus facilement en contact avec des organisations que des producteurs individuels, et les groupements eux-mêmes peuvent créer des structures institutionnelles qui fourniront des services spécialisés. Il est particulièrement important que les producteurs établissent des liens avec des organismes de recherche et des services financiers s'ils veulent connaître les plus récentes technologies et obtenir les financements nécessaires pour investir dans celles-ci.

Cette section propose des exemples de réseaux permettant de réduire les coûts de transaction des projets sur le carbone. Des groupements de petits producteurs au Kenya et en Zambie y participent, par le biais de partenariats avec des ONG. En améliorant la gestion des terres et des techniques d'agroforesterie, ils augmentent leurs rendements et accèdent aux marchés mondiaux du carbone.

L'importance des liens avec le gouvernement, avec les fournisseurs de crédit et les instituts de recherche est illustrée par la fédération mexicaine de propriétaires forestiers. Le cas de l'Ouganda où des groupements villageois ont été encouragés à planter des arbres pour le bois de construction montre clairement l'efficacité des subventions gouvernementales directes.

Des exemples de partenariats tout au long de la chaîne de valeur existent dans plusieurs pays. Une fédération de produits forestiers en Inde a noué des liens avec un détaillant de médicaments ayurvédiques, stimulant le marché des produits forestiers et garantissant l'approvisionnement du magasin. En Chine, une station forestière a encouragé les producteurs à former une association pour planter des arbres qui fourniront les matières premières pour l'industrie locale. Les producteurs de marula en Namibie ont créé des liens avec des fabricants des pays développés. Ils approvisionnent désormais d'importants fabricants de produits de beauté, et le soutien du gouvernement renforce le marché domestique d'huile de marula.

Les partenariats créés par jumelage peuvent être particulièrement efficaces. C'est le cas d'une association finlandaise de gestion des forêts expérimentée qui soutient une association d'arboriculteurs relativement nouvelle en Tanzanie dont le capital, les informations sur les marchés et l'expertise sont insuffisants.



AGRICORD



3: Plaidoyer et élaboration de politiques

Les groupements de producteurs forestiers peuvent légitimement s'exprimer au nom des petits producteurs forestiers, dont les voix et les préoccupations ne seraient pas entendues sans ces interventions. En tant que membres de forums d'élaboration des politiques, les groupements de producteurs peuvent présenter à la table des négociations les points de vue collectifs de leurs membres, en embauchant si nécessaire des représentants pertinents. Collecter et consolider les opinions des membres exige une bonne coordination avec les autres parties prenantes et au sein même de l'organisation. Les organisations peu expérimentées auront du mal à effectuer un travail d'une telle complexité, ce qui ralentira les évolutions politiques. Cependant, certains exemples montrent que le changement est possible et que les groupements forestiers réussissent à s'exprimer plus facilement et avec plus de confiance.

De nombreuses associations de producteurs forestiers sud-africains ont été formées tout spécialement pour faire valoir les préoccupations de leurs membres qui sont confrontés à de grandes compagnies forestières. Bien que le comité du groupe de coordination Forestry South Africa pèse toujours en faveur des grands producteurs, c'est un lobby actif dont l'objectif initial était d'intégrer les petits producteurs dans le marché dominant. Au Népal, par contre, où la foresterie de grande échelle est rare, les utilisateurs communautaires des forêts possèdent un réseau officiel qui est maintenant un mouvement social important représentant des millions d'utilisateurs forestiers. Il contribue activement au processus d'élaboration des politiques et s'assure que les membres soient conscients de leurs droits et responsabilités. Si l'on s'écarte des frontières proprement nationales, le Three rights Holder Group (G3) est un groupe de coordination international qui défend les intérêts de la sylviculture contrôlée au niveau local.

Dans certains pays, les décideurs ne sont pas conscients du potentiel offert par la sylviculture de petite échelle et du besoin de la soutenir. Dans de tels cas, les pressions exercées par les organisations de producteurs peuvent faire toute la différence. Ainsi, le gouvernement de la République tchèque a manifesté peu d'intérêt à l'égard des besoins du secteur forestier jusqu'à ce qu'une association nationale de propriétaires mette en exergue les avantages que fournissent les forêts au développement rural. De façon similaire, au Mali, l'organisation nationale des paysans a porté à l'attention du gouvernement les besoins particuliers des petites entreprises forestières de produits non ligneux.

Aider les petits groupements à négocier avec les agences dominantes est également un rôle qui revient aux organisations nationales, comme le montre un exemple tiré de l'Ouganda. Et au Kenya, il existe maintenant un comité national qui représente les associations de foresterie rurale.

4: Encourager les opportunités commerciales

L'exploitation des forêts peut devenir une source durable de revenu local pour les petites exploitations agricoles familiales. Les ralentissements saisonniers du cycle des tâches agricoles permettent aux petits producteurs de se consacrer à la sylviculture. À long terme, cela améliore les revenus, la sécurité alimentaire et la résilience aux chocs qui déstabilisent les moyens d'existence. Mais étant donné que les activités sylvicoles sont moins rapidement rentables que l'agriculture, les petits producteurs (qui dans de nombreux cas ont des revenus à peine supérieurs au niveau de subsistance) ont besoin de l'aide des organisations de producteurs forestiers pour leurs nouveaux projets.

Les économies d'échelle font partie des nombreux rôles que remplissent les organisations de producteurs. Le regroupement de la production de nombreux cultivateurs permet de vendre plus facilement dans de grands marchés et de tirer de meilleurs profits. Les exemples de cette section montrent comment faire acquiescer le sens des affaires aux membres des organisations. Le premier cas, tiré de la Suède, montre que la participation aux marchés mondiaux du bois n'est en aucun cas freinée par la possession des forêts par de petits producteurs. La mise en commun des ressources pour réaliser des économies d'échelle est également illustrée par un exemple en Chine.

Le partage des informations sur les prix actuels et les exigences de qualité permet aux membres de choisir leurs cultures et le moment des récoltes. Ainsi, des groupements de propriétaires forestiers au Vietnam apprennent à connaître les marchés et prennent des mesures pour que la gestion de leurs forêts soit certifiée durable. Ils auront alors l'avantage d'obtenir du bois certifié dont les prix sont deux fois supérieurs à ceux du bois non certifié. En Chine, où l'exode rural cause une pénurie de main-d'œuvre, une organisation de producteurs a permis aux propriétaires forestiers d'unir leurs ressources et de faire appel à des entrepreneurs pour gérer efficacement la forêt de bambous de leur village.

L'accès aux prêts est souvent facilité à travers un groupe, et le fait de pouvoir emprunter de l'argent signifie que les individus seront moins susceptibles de

couper du bois immature pour obtenir des flux de fonds urgents. Un groupe en Chine a officialisé un procédé selon lequel l'arboriculture peut servir de garantie pour les emprunts destinés à la création d'entreprises.

Trois cas montrent comment l'action des groupements peut augmenter les revenus des cultivateurs. Des groupements de planteurs d'arbres au Guatemala ont éliminé les intermédiaires qui il y a encore peu de temps, s'arrogeaient la plus grande partie de leurs bénéfices. Ils traitent désormais directement avec les grandes entreprises. Au Mexique, un groupement de coopératives locales s'est créé pour vendre son bois certifié destiné aux palettes. Cette société forestière est suffisamment importante pour négocier d'égal à égal avec les multinationales. Les poteaux d'eucalyptus sont très demandés en Éthiopie, et les cultivateurs apprennent à en tirer profit en formant des coopératives et des syndicats pour partager les prix du marché et vendre en tant que groupement.

Les organisations de producteurs ont suffisamment d'autorité pour encourager l'expansion dans différents marchés. Par exemple, les forêts communautaires du Népal sont déjà bien connues pour le succès de la commercialisation de produits non ligneux. Cependant, elles pourraient rapporter des revenus supplémentaires aux groupements locaux si une quantité supérieure de bois était vendue. Les organisations de petits producteurs s'efforcent d'améliorer l'efficacité des récoltes et de mettre sur pied une scierie pour traiter les grumes et créer de la valeur ajoutée.

Agir

Les organisations de producteurs forestiers peuvent se demander ce qu'elles-mêmes et leurs membres envisagent pour le futur. Avec des capacités internes renforcées et des réseaux, comme le montrent les sections 1 et 2, les organisations peuvent catalyser un progrès équitable pour leurs membres à travers des politiques de soutien et le développement économique, décrit dans les sections 3 et 4.

Parmi les différents facteurs de succès étudiés, il en existe certains sur lesquels les groupements de producteurs forestiers peuvent exercer un contrôle. Une gouvernance solide, la prestation de services utiles aux membres et la protection de leurs forêts font partie de certains d'entre eux. Mais d'autres, comme le cadre juridique d'un pays, les conditions économiques générales et le soutien à long terme du gouvernement, dépendent de décisions prises par d'autres acteurs. Nous espérons que les récits présentés dans ce rapport stimuleront la création d'environnements favorables offrant aux groupements de producteurs la possibilité d'influencer ces décisions politiques et de réaliser leur potentiel.

Une action spécifique pourrait consister à encourager les organisations paysannes existantes à élargir leur portée en incluant la foresterie, comme cela apparaît dans certains exemples présentés dans ce recueil. Dans de nombreuses régions du monde, la distinction entre l'agriculture et la sylviculture est floue. Les organisations paysannes sont donc bien placées pour aider leurs membres à créer des entreprises forestières. Elles pourraient nécessiter un soutien pour améliorer leurs capacités de gestion et leur expertise technique, tout en tirant parti de leurs atouts en termes de crédibilité locale et de cohésion organisationnelle.



AGRICORD

FARMERS
FIGHTING
POVERTY

Introduction et généralités

'Les forêts et les arbres sur les exploitations agricoles représentent une source directe d'alimentation, d'énergie, de revenus en espèces pour plus d'un milliard de personnes parmi les plus pauvres du monde. Simultanément, les forêts piègent le carbone et atténuent les effets du changement climatique, maintiennent la santé de l'eau et des sols, et empêchent la désertification. La gestion durable des forêts offre de multiples avantages – avec de bons programmes et des politiques judicieuses, la foresterie peut tracer la voie vers des économies plus durables et plus vertes.'

Eduardo Rojas-Briales, Directeur général assistant,
Département des forêts, FAO.
Juin 2012.

Compte tenu des avantages indéniables que procurent les forêts saines à l'économie, à l'environnement et au climat mondiaux, il est important de savoir quelles sont les meilleures méthodes de gestion des ressources forestières. Les bilans des gouvernements et des grandes entreprises en matière de gestion durable des forêts étant loin d'être parfaits, l'attention se tourne vers un contrôle local des forêts.¹ Lorsque les personnes acquièrent des droits clairs et officiels leur permettant de bénéficier d'une forêt, ils ont tout intérêt à la gérer sur le long terme. Les exploitations forestières contrôlées localement répondent aux préoccupations environnementales et peuvent ralentir et éviter efficacement la déforestation et la dégradation des forêts. Mais quel est le meilleur moyen de contrôler et de gérer localement les forêts? Il est possible que ceux qui dans les pays en développement vivent à la frontière de l'agriculture et de la foresterie s'associent aux groupements de producteurs forestiers ou forment leurs propres groupements. Cette approche collective fournit aux producteurs forestiers individuels une force résultant de leur union et leur offre la possibilité d'être les agents de leur propre développement économique.

L'action collective est un concept généralement admis: dans le monde entier, les petits exploitants profitent beaucoup de leur appartenance à des coopératives ou à des organisations de producteurs. En adhérant à un groupement qui fonctionne bien, ils accéderont plus

facilement aux marchés, seront dans une meilleure position pour négocier, seront liés à des services de vulgarisation et pourront s'exprimer dans l'élaboration des politiques. L'expression cruciale ici est « qui fonctionne bien ». La principale motivation qui incite les agriculteurs pauvres à faire partie d'une organisation est le profit qu'ils pourront en tirer. Tant que ces organisations ne fonctionneront pas suffisamment bien pour offrir des bénéfices financiers à leurs membres, les petits exploitants les quitteront et les groupements deviendront inactifs. Par contre, le potentiel des organisations assez fortes pour fournir un accès aux marchés et d'autres services à leurs membres, est important. De tels groupements peuvent toucher un nombre croissant de populations rurales, et peuvent également leur permettre de bénéficier des projets nationaux et mondiaux ciblant la foresterie et l'atténuation du changement climatique.

Les organisations de producteurs forestiers soutiennent leurs membres de plusieurs manières, mais dans le cadre de ce rapport elles ont été divisées deux en grands domaines, promotion et élaboration des politiques, et création de possibilités commerciales. Le plaidoyer implique l'exercice d'une pression pour obtenir un cadre politique favorable et défendre les petits producteurs. La création de possibilités commerciales englobe la prestation de services (comme la formation, le microcrédit, des intrants à prix concurrentiels et accessibles et des services de vulgarisation) et un meilleur accès aux marchés.

Ce document présente un ensemble d'exemples courants d'organisations de producteurs forestiers qui jouent déjà un rôle important dans la gestion forestière. L'objectif est de sensibiliser et de provoquer des discussions entre les prestataires de services et les décideurs chargés d'établir les cadres au sein desquels les organisations de producteurs peuvent prospérer.

Certains cas sont tirés d'un examen sélectif de la littérature sur ce sujet, afin de montrer un éventail de bénéfices et certains pièges éventuels: ce catalogue ne prétend en aucun cas être exhaustif. Certains exemples sont étudiés de façon plus approfondie, d'autres sont présentés comme de simples récits.² D'autres encore présentent les résultats de pratiques longuement établies, tandis que d'autres décrivent des succès initiaux et des possibilités. Plusieurs exemples proviennent des

¹ Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), (2012). *Big ideas in development: investing in locally controlled forestry (De bonnes idées pour le développement: investir dans les exploitations forestières contrôlées localement)*.

² Pour chaque cas, les sources sont signalées dans les notes.

pays nordiques, où la foresterie traditionnelle et à petite échelle – soutenue par des groupements de producteurs efficaces – fournit du bois pour l'industrie tout en sauvegardant l'accès public et les bénéfices environnementaux. Des cas chinois montrent comment les organisations ont réagi aux possibilités offertes par la réforme foncière. D'autres exemples tirés des pays en développement décrivent comment des groupements de producteurs forestiers ont amélioré les stratégies de subsistance de leurs membres tout en protégeant le couvert forestier. Les forêts de 'protection' aussi bien que celles de 'production' sont présentées. Certains cas rendent compte d'arbres poussant hors des forêts traditionnelles, comme les petites parcelles boisées le long des limites des champs ou dans les systèmes d'agroforesterie.

Après une brève section d'informations générales traitant également de l'environnement favorable, des droits d'accès et des droits fonciers, les cas seront présentés en quatre sections. La première s'intéressera au renforcement organisationnel et au principe d'inclusion, car les capacités internes sont vitales si un groupement doit prospérer sur le long terme. La deuxième montre comment les organisations solides forment des réseaux (capacité externe) pour fournir des services à leurs membres. La troisième donne des exemples d'organisations défendant leurs membres à travers des activités de plaidoyers et en élaborant des politiques. La quatrième montre comment l'action collective multiplie les possibilités commerciales. La section finale examine comment les organisations de producteurs forestiers peuvent être encouragées et soutenues pour devenir plus efficaces.

Qu'est-ce qu'une organisation de producteurs forestiers?

La taille et la forme institutionnelle des organisations de producteurs forestiers varient énormément. Dans le présent document, le terme inclut les groupements informels, les groupements d'utilisateurs communautaires, les associations d'arboriculteurs, les associations de propriétaires forestiers, les coopératives et les compagnies. Les exemples recouvrent à la fois la foresterie privée et communautaire, ainsi que différents produits forestiers (autant le bois que les produits non ligneux) et les services. Elles vont des petits groupements communautaires d'individus en passant par les grands groupements de coordinations, jusqu'aux fédérations qui représentent de nombreuses organisations de plus petite taille.

Certaines organisations agricoles élargissent leur portée et commencent à offrir des services aux petits arboriculteurs et aux entrepreneurs de produits forestiers non ligneux: cette évolution est logique étant donné que de nombreux petits exploitants agricoles sont également des producteurs forestiers, et qu'une bonne organisation paysanne est déjà une entité démocratique fonctionnelle fondée sur la prestation de services.

Généralités

Il y a plus de dix ans, la foresterie industrielle dans le monde a eu tendance à évoluer vers une gestion forestière fondée sur la foresterie communautaire et sur la gestion forestière basée sur la propriété foncière. Cela a été tout particulièrement le cas dans les pays en développement, où la foresterie communautaire et la foresterie de petite échelle (souvent nommée foresterie des 'petits exploitants' ou 'petits producteurs') ont pris de l'ampleur.³ La foresterie de petite échelle a plusieurs objectifs (économiques, sociaux, culturels et environnementaux) qui varient selon les producteurs individuels.⁴ Ces producteurs jouissent d'une grande variété de biens qu'ils tirent de leurs forêts claires et préfèrent souvent les produits non ligneux.

³ http://www.gozdis.si/ssfett2010/pdf/P3_3_Herbohn.pdf

⁴ http://www.gozdis.si/ssfett2010/pdf/P3_3_Herbohn.pdf



AGRICORD



La richesse des forêts – les produits ligneux et non ligneux

Les forêts fournissent du bois d'œuvre, du bois de chauffe, des fruits, des écorces, de la viande de brousse, des tubéreuses, des champignons, des plantes médicinales, et d'autres matières premières qui permettent de faire entre autres des assiettes en feuille, des meubles, des balais de brindilles et des briquettes combustibles. Elles constituent également une source de revenus pour ceux qui habitent dans son voisinage.

Un grand nombre de produits non ligneux cités ci-dessus jouent un rôle important dans les stratégies de subsistance et peuvent aussi être à la base de nombreuses entreprises forestières.

La plupart des personnes vivant dans les zones rurales des pays en développement sont nécessairement des paysans. Les activités forestières permettent d'augmenter les revenus familiaux et de les encourager à planifier leur avenir. Les arbres plantés durant les périodes 'plus tranquilles' de l'année agricole augmentent progressivement leur valeur au fur et à mesure de leur croissance, fournissant une assurance contre les chocs financiers et leur servant éventuellement de retraite. La longue durée des investissements forestiers encourage les cultivateurs à envisager le futur et à réfléchir attentivement à leurs entreprises agricoles et forestières. Un flux de revenus provenant d'arbres sur l'exploitation agricole incite les agriculteurs à se fixer chez eux et à abandonner une mauvaise pratique environnementale comme la culture itinérante. La production forestière possède de nombreux aspects, tels que la collecte des graines, la production de pépinières, la collecte de fruits et l'entretien des jeunes arbres, qui sont autant de sources de revenus, en particulier pour les femmes.

Les petits producteurs forestiers ont cependant du mal à réaliser ces bénéfices sans appartenir à une organisation d'autres producteurs. Par exemple, la récolte insuffisante de bois d'œuvre (ou de produits non ligneux) d'un individu ne justifie pas les coûts de transport vers un centre de traitement, alors que la production cumulée d'un groupement change la donne. Les acheteurs pourraient aussi préférer s'approvisionner auprès d'un groupement, car la production cumulée de plusieurs cultivateurs a plus de chance d'être fiable et plus économique à collecter.

L'action de groupe est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de certifier le bois d'œuvre. En tant que

particuliers, les petits exploitants sont réellement exclus des marchés internationaux, car les acheteurs qui doivent respecter des lois telles que les réglementations de l'UE régissant le bois ou la loi américaine Lacey qui attestent la légalité du bois, considèrent que traiter avec les petits exploitants présente trop de complications et préfèrent s'adresser aux grands acteurs dont la légalité est plus facilement vérifiable.⁵ Les organisations de producteurs forestiers peuvent participer à des programmes de certification volontaires tels que le Conseil de gestion des forêts (FSC) ou le Programme des reconnaissances des certifications forestières (PEFC), qui permettent aux petits exploitants de se distinguer des exploitants illégaux. Les organisations de producteurs forestiers peuvent aussi participer aux discussions et à l'application successive des Accords volontaires de partenariat (AVP) avec l'Union européenne conformément au Plan d'action relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT).⁶

Étant donné que les forêts fournissent une gamme de services environnementaux (allant de l'amélioration des sols, à la protection des bassins versants et des berges et constituant également d'importants puits à carbone), on s'efforce de trouver les moyens de monétiser ces services afin de récompenser équitablement les populations locales qui protègent les forêts. Ces méthodes comprennent entre autres la rémunération pour services environnementaux (PES), différentes sortes de 'crédit carbone', et des initiatives dans le cadre de la Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD). Les organisations de producteurs ont ici encore le rôle de rassembler les groupements et de réduire les coûts de transaction de la gestion de tels projets.

Un environnement favorable pour les petits producteurs forestiers

La gestion des forêts et plus particulièrement, la plantation d'arbres constituent des investissements dont le rendement est limité durant les premières années. Les

⁵ Tft (2012). *Sustainable Community Forestry Management: a practical guide to FSC group certification for smallholder agroforesters/Gestion durable de la foresterie communautaire: un guide pratique à l'usage des petits exploitants en agroforesterie pour la certification FSC de groupe*

⁶ Conformément aux termes de l'AVP, un pays accepte avec l'UE d'appliquer un système de délivrance de permis relatifs au bois. L'UE n'acceptera d'un pays que des produits certifiés par le FLEGT: les produits non autorisés ne pourront être dédouanés. Ceci a pour objectif d'éviter que des produits illégaux ne pénètrent dans le marché de l'UE.

agriculteurs dont les moyens de subsistance sont proches du minimum vital ont du mal à se procurer l'argent supplémentaire nécessaire à cette étape. Bien que certains produits non ligneux puissent être collectés à des intervalles réguliers pour fournir de maigres revenus, une récolte de bois d'œuvre prend des années à se matérialiser. Lier les cultivateurs aux années de soudure avant la première récolte est un des principaux défis qui se posent lorsque l'on encourage un plus grand nombre d'activités forestières officielles. Les organisations de producteurs peuvent fournir un appui à travers des liens aux mécanismes de crédit ou en proposant des conseils et une formation sur les sources de revenus de substitution (provisoires).

Les petites entreprises ont besoin de services de développement commercial, de services financiers, d'informations sur les prix et les marchés, et d'un soutien technique. Toutes ces prestations peuvent être offertes par (ou accessibles à travers) des organisations de producteurs. Mais les organisations elles-mêmes dépendent d'un environnement politique favorable qui les reconnaît en tant qu'entités juridiques. Un système administratif qui offre des avantages tels que des guichets uniques pour une permission de récolte, des régimes fiscaux favorables et d'autres mesures d'incitations destinées aux organisations de producteurs, sera également utile. L'existence de moyens formels de dialogue avec les décideurs politiques contribuera également à rendre cet environnement plus favorable.

Certains pays possèdent des institutions nationales qui soutiennent les organisations de producteurs. En Inde, par exemple, la National Cooperative Development Corporation (NCDC) a été fondée il y a 50 ans pour encourager les fédérations dans le cadre du mouvement coopératif. Des entités telles que la Federation of Community Forest Users (FECOFUN) au Népal, formalisent des réseaux de producteurs forestiers et contribuent à la fois au processus politique et à la protection des droits des producteurs forestiers.

Les organisations de producteurs et leurs membres dans les pays en développement doivent relever plus de défis que leurs contreparties du monde développé. Créer et maintenir des groupements fonctionnels exige des dirigeants qui possèdent une panoplie complexe d'expériences et de compétences. Les femmes peuvent avoir du mal à assumer des rôles de responsabilité en raison de barrières sociales, malgré leurs contributions en tant que productrices à part entière. Certaines régions éloignées des villes ne disposent pratiquement d'aucun service financier et de développement commercial, et il est possible que les politiques favorables encourageant la mise en place d'organisations de producteurs soient inexistantes.

Compte tenu de ces multiples défis, il devient clair que le soutien extérieur, qu'il soit fourni par le gouvernement, les ONG ou les partenaires du développement, devient un élément vital de l'environnement favorable. Les agences externes peuvent améliorer les capacités techniques et financières d'un groupement de producteurs. Elles peuvent pousser les organisations à adopter une politique d'égalité entre les sexes plus équilibrée et à accorder aux femmes des rôles plus importants. Mais ces avantages sont associés à certains risques, tels que la culture de la dépendance et une alliance trop étroite avec un parti politique. Une recherche sur les associations forestières en Inde suggère que les organisations communautaires ont tendance à recevoir plus de soutien extérieur que les groupements industriels. Mais les organisations communautaires ne sont pas les seules à avoir des retombées positives pour l'ensemble de la communauté. Les groupements commerciaux ont eux aussi des effets bénéfiques, tels que la création d'emplois, la promotion de la foresterie rurale en tant que source de matières premières, des contributions financières aux appels locaux lorsque cela est nécessaire.⁷

Un autre élément qui contribue à favoriser l'environnement est la disponibilité d'informations, de données et d'analyses de qualité, et leur vaste diffusion. Il est vital que les producteurs individuels et leurs organisations aient accès à des connaissances mises à jour pour prendre des décisions éclairées au sujet des méthodes de culture, en se basant sur les marchés futurs et les tendances de la demande. La FAO joue un rôle important dans la diffusion des bonnes pratiques et expériences, à travers le réseau Forest Connect.⁸

⁷ Bose, S., Lal, P., Pareek, P.S., Verma, M. and Saigal, S. (2006). *Forest-based associations in India: An overview. (Associations forestières en Inde. Une vue d'ensemble)* IIED Small and Medium Forest Enterprise Series No. 18. International Institute for Environment and Development, Edinburgh, UK.

⁸ <http://forestconnect.ning.com/>



AGRICORD



Accès et régime foncier

'Les sociétés par le biais de leurs systèmes fonciers définissent et réglementent la façon dont les populations, les communautés et autres personnes accèdent aux terres, aux pêches et aux forêts. Les régimes fonciers déterminent quelles sont les personnes pouvant utiliser quelles ressources, pendant combien de temps et dans quelles conditions. Les systèmes peuvent se baser sur des politiques et des lois écrites, mais également sur des coutumes et des pratiques non écrites. La sécurité alimentaire nécessaire à une population mondiale croissante, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques qui réduisent la disponibilité des terres, des pêches et des forêts, exercent des pressions croissantes sur les régimes fonciers. La précarité et la mauvaise définition des droits d'accès augmentent la vulnérabilité, la faim et la pauvreté, et peuvent induire des conflits et des dégradations environnementales lorsque plusieurs usagers luttent pour le contrôle de ces ressources.'

Préface aux Directives volontaires sur la gouvernance responsable de la propriété foncière, des pêches et des forêts dans le contexte du Comité sur la sécurité alimentaire nationale, mai 2012. FAO.

La question incontournable de la propriété foncière et des droits sur les ressources des terres boisées doit être affrontée. Sans la sécurité des droits fonciers ou sans des droits d'utilisation énoncés dans un cadre politique et juridique bien considéré, les petits producteurs forestiers auront peu de chance de faire les investissements à long terme (dans le temps, en termes d'efforts et de coûts d'opportunité) qu'exige la foresterie. D'autre part, lorsqu'elles seront convaincues que leurs droits seront garantis, les populations locales seront enclines à adopter des mesures positives qui préserveront la forêt qui leur offre de nombreux avantages.

Les droits fonciers sont complexes, avec plusieurs modèles de propriété foncière appliqués à travers le monde. Dans certains cas, les populations locales possèdent des droits de gestion et de production sans droits de propriété. Les dispositions relatives au régime foncier sont susceptibles d'être modifiées – cela fait des décennies que la Chine réforme son régime foncier des forêts, et le Vietnam cède des terres domaniales aux petits propriétaires en leur octroyant des baux sur une période de cinquante ans. D'autres régions qui ont une longue tradition démocratique où la propriété foncière est libre peuvent être soumises à des réglementations qui garantiront que le contrôle local des forêts soit accompagné d'obligations liées à l'intendance. Plus de la moitié des forêts suédoises appartiennent et sont

gérées par des petits propriétaires, mais les lois stipulent que les forêts sont des biens publics, de telle sorte que les propriétaires doivent obtenir la permission d'abattre les arbres qu'ils doivent ensuite replanter. Cette politique a été efficace, et a permis de doubler le volume de forêts sur des terres qui, il y a cent ans, étaient très dégradées.

Quel que soit le modèle foncier adopté, il est important que les droits sur les terres et les ressources forestières soient liés à des lois claires, justes (équilibrant les droits et les responsabilités) et transparentes. Les droits des femmes sont importants dans ce cas: bien que l'utilisation que font les femmes des ressources forestières diffère traditionnellement de celle qu'en font les hommes, leurs rôles en tant que productrices, bénéficiaires et décideuses doivent faire l'objet d'un traitement équivalent. Dans le cas contraire, les organisations de producteurs forestiers ont un rôle important à jouer pour réclamer le changement, en donnant la parole aux groupements qui sans eux sont facilement marginalisés et pour garantir que leurs droits soient respectés.





AGRICORD



1: Renforcement organisationnel

Les organisations de producteurs forestiers peuvent devenir des agents très efficaces de réduction de la pauvreté à travers le plaidoyer et leur rôle économique (comme le montrent les sections 3 et 4 de ce rapport). Elles peuvent également responsabiliser les femmes si elles les incluent délibérément dans leur équipe de gestion et les encouragent à participer et contribuer aux réunions. Pour cela, une organisation doit avoir un but précis et une structure institutionnelle saine. Cette force est composée de plusieurs éléments:

- Direction ferme et charismatique – difficile à quantifier, plus facile à reconnaître;
- Des membres nombreux et variés, en touchant une proportion importante d'utilisateurs des forêts (hommes et femmes) dans la zone d'activité;
- Des membres enthousiastes et actifs, qui sont présents aux réunions, participent aux prises de décisions et qui pèsent dans le débat;
- Une bonne gouvernance avec des procédures démocratiques, des femmes aux postes de responsabilité et une comptabilité transparente.

Il existe d'autres facteurs clés: un degré élevé d'autonomie; des dirigeants engagés dans des objectifs sociaux; des procédures qui évoluent avec les circonstances; des cibles qui se limitent à quelques enjeux sur le long terme; des sanctions s'appliquant aux tricheurs ou à ceux qui enfreignent les règles, et des procédures claires de résolution des conflits.⁹

Certaines organisations de producteurs forestiers sont formées spécifiquement pour fournir une plateforme de lobbying/plaidoyer. D'autres sont créées pour faciliter l'accès aux marchés, aux informations sur les marchés, ou pour fournir des services spécifiques à leurs membres. Quelle que soit la raison de leur formation, les organisations peuvent réorienter leurs activités selon les exigences de leurs membres. Étant donné que la fourniture de bénéfices tangibles (revenus) à leurs membres est une nécessité impérieuse, les exemples ci-dessous se concentreront sur les différentes méthodes utilisées par les organisations pour servir et solliciter leurs membres.

⁹ Macqueen, D.J. (sans date). *The role of small and medium forest enterprise associations in reducing poverty (Le rôle des petites et moyennes associations d'entreprises forestières dans la réduction de la pauvreté)*. International Institute for Environment and Development (IIED), Natural Resources Group, Écosse.

Les associations soutiennent la foresterie familiale durable – Finlande

La Finlande possède de nombreuses forêts (qui couvrent 66 pour cent de la superficie totale de son territoire) et le volume de bois augmente.¹⁰ La propriété forestière privée existe depuis longtemps, et les familles possèdent 62 pour cent des terres forestières. Malgré le grand nombre de propriétaires individuels (plus de 730 000) et avec des exploitations dont la taille moyenne est d'environ 30 ha, la foresterie finlandaise est prospère. Les forêts fournissent les matières premières pour l'industrie et une source d'énergie ainsi que de nombreux autres avantages, notamment ceux de la biodiversité, de l'emploi, d'un espace pour les activités récréatives, des réserves de carbone, de la protection des sols et de l'eau. Quatre-vingt-quinze pour cent des forêts sont certifiés durables conformément à un projet national reconnu par le Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC).

Le bien-être créé par les forêts s'étend à toutes les sections de la société, et les activités forestières sont des sources importantes de revenus et d'emplois locaux. Les revenus tirés des exploitations forestières sont accumulés dans les zones rurales, de sorte que les routes et les services ruraux en bénéficient. D'autres avantages ne sont pas aussi facilement quantifiables en termes monétaires, mais plus de la moitié des personnes en âge de travailler ramassent des baies sauvages et des champignons et la plupart pratiquent des exercices physiques (marche, ski, vélo, etc.) dans les bois.

Arrangements institutionnels

Ce succès remarquable est dû à des systèmes de gestion bien établis qui produisent du bois de haute qualité sans compromettre la biodiversité. Cela est rendu possible par des associations de gestion des forêts établies de longue date, et qui fournissent une gamme complète de services de soutien pour aider les petits propriétaires à tirer le maximum de leurs propriétés forestières. La plupart des propriétaires privés adhèrent à ces associations. Le soutien est particulièrement important pour la nouvelle génération de sylviculteurs familiaux, dont un grand nombre travaille en ville, et qui ne possèdent pas les connaissances forestières pratiques de leurs parents (bien que la tradition d'utilisation des forêts à des fins récréatives soit toujours aussi populaire).¹¹ Les arbres poussent relativement lente-

ment dans ces forêts septentrionales et la périodicité des coupes est normalement de 60-120 ans. Produire du bois d'œuvre de grande qualité pour l'industrie exige un entretien régulier de la récolte sur pied. La plantation, le désherbage, et l'élagage doivent être effectués au bon moment chaque année et selon des normes exigeantes. Lorsque les arbres sont récoltés, l'opération ne doit pas endommager les arbres sur pied. Les sylviculteurs de fin de semaine ne pourraient gérer leurs terres forestières sans le soutien complet de leurs associations.

Les associations de gestion des forêts sont gouvernées et totalement financées par les propriétaires forestiers. La loi leur permet de recevoir des commissions de service de la part des propriétaires forestiers, et ces commissions représentent environ 15 pour cent des revenus d'une association. Le paiement de ces commissions de service entraîne l'adhésion automatique à l'association à moins qu'un propriétaire forestier ne se désiste. Près de toutes (80-90 pour cent) les activités de production de bois dans les forêts privées sont déployées par des associations de gestion des forêts. Elles effectuent également la planification préliminaire de 75 % des ventes de bois. Les associations vendent plus de 40 % du bois au nom des propriétaires qui leur délèguent la tâche en leur remettant une procuration.

Il est difficile d'exagérer l'importance et la valeur des 103 associations finlandaises de gestion des forêts. À elles seules, elles représentent 633 000 propriétaires forestiers et 320 000 exploitations individuelles. Elles possèdent dans l'ensemble du pays un réseau de sylviculteurs et d'entrepreneurs professionnels qui aident les propriétaires forestiers à augmenter la valeur de leurs terres forestières. Les associations sont à leur tour membres de huit syndicats régionaux de propriétaires forestiers qui promeuvent la foresterie privée et protègent les intérêts des propriétaires. Elles mettent au point les activités des associations et stimulent la coopération entre les propriétaires forestiers, tout en permettant de vendre les produits forestiers.

Le Conseil forestier qui fonctionne par le biais du Syndicat central des producteurs agricoles et les propriétaires forestiers (MTK) se trouve au sommet de la pyramide. Le Conseil forestier aide les propriétaires privés en leur fournissant des informations sur les marchés du bois et sur leurs prix. Il influence également la politique forestière et participe au fonctionnement des syndicats des propriétaires forestiers régionaux et des associations locales de gestion des forêts. Conscients

10 www.nordicforestry.org/facts/finland.asp

11 En 1971, 75 pour cent des forêts appartenaient à des agriculteurs; en

2011, 80 pour cent des forêts appartiennent à des propriétaires non agriculteurs.



AGRICORD



des nombreuses utilisations complémentaires (et parfois conflictuelles) des terres forestières, les propriétaires peuvent participer à l'aménagement du territoire par le biais de leurs associations locales de gestion et des syndicats de propriétaires lors de la formulation de plans locaux, régionaux et nationaux.

Le premier projet du MTK sur la biodiversité a commencé en 1995 et l'actuel Programme de foresterie familiale durable en est une version mise à jour. Dans ce cadre plus vaste, la foresterie est encore considérée avant tout comme une activité économique, avec la demande qui impulse la production de bois et de services.¹²

La foresterie familiale est un concept à la fois complexe, dans le sens qu'elle vise à optimiser la production de bois sans diminuer la valeur de la forêt pour la conservation de la biodiversité et les activités récréatives, et simple dans le sens que son objectif général est de transmettre à la génération suivante des ressources forestières en bon état. La foresterie familiale accorde également beaucoup d'importance aux bénéfices qu'un accès libre aux forêts procure au reste de la société. Les parcelles ne sont pas clôturées, le public général a le droit de profiter des zones boisées. La récolte des champignons et de baies sauvage sur les terrains d'autres personnes ne fait l'objet d'aucune restriction, tant que cela est pratiqué occasionnellement et sans causer de dommages. Ces droits d'accès communs doivent respecter la volonté du propriétaire forestier de pratiquer des activités sylvicoles légales.

Les clés du succès

- La propriété forestière privée est une tradition ancienne.
- Les organisations forestières (dans ce cas appelées associations de gestion des forêts) furent créées par les propriétaires forestiers eux-mêmes.
- Les associations de gestion des forêts sont administrées démocratiquement et totalement financées par les propriétaires forestiers.
- Les nombreux adhérents sont attirés par la gamme complète de services.
- L'environnement favorable – législation nationale saine qui protège les forêts tout en permettant un accès libre, et les industries forestières bien développées trouvent des marchés pour le bois.

Les groupements villageois utilisent à bon escient les droits de propriété forestière – Gambie

La Gambie est l'un des pays les plus petits et les moins développés de l'Afrique. Quarante-trois pour cent de la surface de ses terres sont couverts de forêts, mais 78 pour cent des forêts sont gravement dégradées. Dans le but d'endiguer le déboisement et de lutter contre l'augmentation de la pauvreté rurale dans les années 90, la loi sur les forêts en Gambie a transféré les droits de propriété aux villageois et leur a permis de bénéficier des forêts.

Arrangements institutionnels

L'approche communautaire à la foresterie encourage les groupements locaux à gérer leurs propres ressources forestières, avec le soutien du département des forêts et du personnel des ONG. Après une 'période d'essai', les communautés jouissent de l'usage exclusif de leurs forêts, conformément à un plan quinquennal convenu qui met l'accent sur la protection contre les incendies, l'enrichissement des plantations et une utilisation durable des produits forestiers. À ce stade, la communauté est prête à se lancer dans un processus d'Analyse et développement des marchés (MARD).¹³ Cette approche identifie les produits forestiers qui pourraient être commercialisés et développe des marchés qui leur sont destinés. Les revenus individuels et communautaires augmentent et les personnes sont encouragées à protéger les ressources forestières de façon participative.

Une fois que les produits ont été sélectionnés, les membres du groupement forment des groupes d'intérêt autour des entreprises potentielles. Les membres communautaires qui ont une expérience en gestion, un bon niveau d'éducation, ou qui sont respectés au sein de la communauté sont particulièrement encouragés à rejoindre les groupements. Quarante pour cent des bénéfices nets de l'entreprise doivent être réinvestis dans les forêts communautaires – les 60 pour cent restants sont destinés au développement de la communauté ou du village. Les communautés reçoivent aussi 50 pour cent de toutes les amendes collectées pour violation des règles forestières communautaires.

¹² MTK (2006). Sustainable Family Forestry Programme (Programme durable de foresterie familiale).

¹³ FAO et FIDA (2012). Good Practices in Building Innovative Rural Institutions to Increase Food Security: Case Studies/ Bonnes pratiques relatives à la création d'institutions rurales innovantes pour renforcer la sécurité alimentaire: études de cas.

Ce qui a changé

Les communautés ont réussi à améliorer leurs installations grâce aux revenus tirés de 72 petites entreprises. L'argent a été dépensé pour différents articles et activités: véhicules pour le transport local, lieux de culte, petits prêts aux individus créant leurs petites entreprises, électrification, eau salubre, la vaccination du bétail, entretien des routes, écoles, intrants agricoles et autres produits similaires.

Dans les 26 villages utilisant MA&D, 11 produits (y compris le bois de chauffe, le bois d'œuvre, le miel, l'huile de palme et les produits artisanaux) sont commercialisés efficacement, augmentant le revenu des foyers. Les activités liées au tourisme écologique, la production d'objets artisanaux, le bois de chauffe en branches et le miel fournissent les meilleures sources d'argent. Les ressources naturelles sont désormais protégées, car les personnes se rendent compte des bénéfices évidents que l'entretien attentif des forêts procure. Les attitudes à l'égard des forêts se sont améliorées, et les villageois font particulièrement attention à ne pas causer d'incendies destructeurs.

Les femmes participent plus particulièrement aux activités de petite échelle telles que la vente de bois de chauffe en branche, de fruits, d'herbes et de feuilles. Ces produits dont la valeur est relativement faible fournissent cependant d'importantes sources de revenus. Les femmes commencent à participer aux prises de décisions et occupent des positions de responsabilité dans les comités forestiers communautaires.

Enfin, il faut signaler que le Fonds national pour les forêts de la Gambie bénéficie également de la foresterie communautaire. Les revenus tirés de la vente des produits forestiers sont taxés à 15 pour cent et ce revenu permet au département des forêts d'allouer des sommes pour le transport, la formation et les équipements.

Les clés du succès

- Les activités sont impulsées localement. Les plans d'action sont conçus par les comités villageois de développement, et chacun participe aux activités et aux prises de décision.
- Le produit des ventes de produits et de services forestiers est collecté, versé et dépensé de façon transparente, et une partie est réinvestie dans la forêt communautaire.
- Les femmes occupent des positions de responsabilité dans les comités forestiers de la communauté.
- Une approche multipartite rassemble de nombreux

individus et institutions (entrepreneurs villageois, travailleurs et fournisseurs de transport, département des forêts, ONG et conseil municipal). De bons partenariats ont également été établis avec des acteurs socioéconomiques ayant un lien avec ces activités.¹⁴

- Le soutien – tant technique que financier – fourni par les bailleurs de fonds pour les ateliers de formation. Les donateurs ont également appuyé les réunions de village, et la préparation du matériel de formation dans les langues locales et pour ceux qui ne pouvaient pas lire.
- Un environnement commercial largement favorable: la demande pour les articles d'artisanat est en hausse, et une partie de l'industrie touristique soutient autant que possible les entreprises communautaires.
- La promotion à long terme par le gouvernement de la foresterie communautaire. Les mesures législatives soutiennent la gestion locale des ressources forestières, et le droit foncier ainsi que les réglementations s'appliquant à l'utilisation des terres sont clairement définis.

Regroupements après la réforme politique – Europe de l'Est

À la suite de la réforme politique en Europe de l'Est, les terres ont été rendues aux précédents propriétaires ou à leurs descendants. Les propriétaires des petites parcelles issues de la fragmentation de certaines forêts n'avaient qu'une connaissance réduite de la foresterie. Les propriétaires avaient du mal à les gérer non seulement en raison de leur manque d'expérience, mais également en raison des faibles revenus générés par chaque parcelle et des récoltes de bois peu fréquentes. Les nouveaux propriétaires avaient un besoin urgent de services de soutien et d'institutions qui les aideraient à gérer leurs avoirs forestiers, à réduire les coûts de transaction et à réaliser des économies d'échelle. Des organisations de propriétaires de forêts furent créées pour répondre à cette demande de soutien: certaines pour représenter les propriétaires forestiers par le biais du processus de restitution, d'autres en vue d'une représentation politique, et d'autres encore pour une coopération commerciale.¹⁵

14 Par exemple, le partenariat entre l'Association nationale d'apiculteurs de la Gambie et la Fédération Jamorai de bois d'œuvre et de bois de chauffe.

15 Weiss, G., I. Guduri & B. Wolfslehner (2012). *Review of forest owners' organizations in selected Eastern European countries (Examen des organisations de propriétaires forestiers dans des pays sélectionnés de l'Europe de l'Est)*. Document de travail sur la politique et les institutions forestières/ Forestry Policy and Institutions Working Paper 30. FAO, Rome.



AGRICORD



Arrangements institutionnels

Dans ces pays (République Tchèque, Hongrie, Lettonie, Roumanie et Slovaquie), la propriété conjointe des forêts appartient à une longue tradition. Bien que les arrangements – conformément auxquels les paysans qui utilisaient ou géraient des forêts domaniales ou appartenant à de grands propriétaires terriens, jouissaient de multiples droits d'usage – disparurent durant la période communiste, les valeurs héritées de la tradition furent utiles lors de la mise en place des organisations modernes.

Les petites organisations créées à des fins de coopération commerciale, ont acquis progressivement de nouvelles fonctions. Après avoir mis en place des services pour le soutien des marchés, les informations techniques et les prestations commerciales, elles s'orientèrent vers les domaines de la politique et du plaidoyer. De façon similaire, celles qui avaient été constituées pour fournir une représentation politique commencèrent à offrir par la suite des services de gestion. La plupart des organisations sont formées de membres issus d'une région géographique précise ou de types spécifiques de propriétaires (comme les forêts municipales appartenant à l'église ou privées). D'autres organisations regroupent les intérêts de ceux qui récoltent le bois ou d'autres entrepreneurs forestiers. Les organisations de tutelle ont été établies principalement pour représenter les intérêts politiques de leurs membres.

L'histoire communiste de l'Europe de l'Est a empêché le développement des organisations, et la méfiance à l'égard des coopératives, plus spécialement celles promues par l'état, est l'un des héritages politiques transmis par le précédent régime. Il est également difficile de créer des organisations gérées démocratiquement lorsque la démocratie n'en est encore qu'à ses premiers pas.

Ce qui a changé

Les propriétaires forestiers ont conscience que la planification de la gestion des forêts et la logistique des opérations forestières ont été améliorées en raison des activités des organisations. Ils signalent également que les conditions du marché sont plus propices à la vente du bois. De nombreuses organisations ont mis au point de nombreux services en plus de celui qui a provoqué leur formation, et il semblerait que la gamme de services offerts ait influencé leur efficacité.

Les services proposés aux membres étaient les suivants: éducation, formation, marketing des produits

ligneux et non ligneux, planification de la gestion des forêts, gestion des forêts et transformation des produits, certification 'verte', assurance forestière, obtention de soutiens financiers et affiliation à des réseaux internationaux.

Les clés du succès

- Mise au point de services exclusivement réservés aux membres pour les inciter à adhérer et à maintenir leur adhésion. Le succès dépend également de l'extension de la gamme de services offerts.
- Mesures de soutien systémiques, comprenant un cadre juridique qui reconnaît la gestion et la propriété conjointes; un soutien financier ou des subventions; la sensibilisation et la création de réseaux.
- Prestation de services de conseil soutenue directement par le gouvernement.
- Organisations articulées autour d'une unique caractéristique distinctive qui les fédère, comme une zone géographique ou une forme particulière de propriété.
- Posséder des dirigeants charismatiques.

Des groupements d'utilisateurs renforcés au service de leurs membres et de l'ensemble de la communauté - Népal

La foresterie communautaire au Népal qui a permis de conserver et de reconstituer des forêts tout en fournissant des moyens d'existence aux populations vivant en proximité a été un succès.

Arrangements institutionnels

Depuis 1993, les communautés locales qui dépendent des forêts au Népal ont pu prendre le contrôle de ce qui auparavant appartenait à l'état. Reconnues légalement comme des groupements d'utilisateurs de forêts communautaires, elles ont obtenu les droits d'utiliser, de gérer et de commercialiser les produits de la forêt sur la base de plans de gestions et de constitutions approuvés. Ces droits leur ont permis de générer une vaste gamme de bénéfices à partir des forêts, tout en les conservant et en arrêtant la déforestation. En 2009, il y avait plus de 15 000 groupements d'utilisateurs, représentant environ 40 pour cent de la population du Népal, qui géraient 25 pour cent de la surface forestière du Népal.

Ce qui a changé

De nombreux partenaires du développement ont

soutenu les initiatives du Népal en matière de foresterie communautaire. Les groupements d'utilisateurs de forêts communautaires sont maintenant bien plus que de 'simples' organisations s'occupant de foresterie. Ces institutions locales riches en ressources et socialement viables peuvent servir la communauté en général¹⁶ ainsi que leurs membres. Dans un pays où la démocratie n'en est qu'à ses premiers pas, les groupements d'utilisateurs de forêts communautaires fournissent un bon modèle de démocratie en action.

Les revenus familiaux des membres des groupements d'utilisateurs ont augmenté de 61 pour cent entre 2003 et 2008. La proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté économique est passée de 65 pour cent à 28 pour cent au cours de la même période. Les groupements d'utilisateurs accordent une attention spéciale au soutien des familles pauvres, en leur attribuant par exemple des terres inutilisées ou non exploitées, ou en leur offrant une formation pour améliorer leurs perspectives d'emplois. Les groupements défavorisés tels que les dalits (membres de la caste inférieure) et les femmes peuvent bénéficier d'une affiliation gratuite au groupement, ou recevoir des fonds mis de côté à cette fin. Il existe également des programmes spéciaux pour les personnes handicapées.

Les groupements forestiers communautaires utilisent leurs forêts non seulement pour leur subsistance, mais génèrent également des fonds en vendant leurs produits. Les cotisations des membres, les impôts, les droits d'entrée et les amendes produisent un supplément d'espèces. Les groupements d'utilisateurs ont poursuivi leurs multiples activités même en période d'instabilité politique (le soulèvement maoïste) et en l'absence d'un gouvernement efficace. Ils contribuent à améliorer les infrastructures locales, notamment les routes, les ponts, les étangs et les canaux d'irrigation de petite échelle, le renforcement des berges des rivières, les systèmes d'adduction d'eau et sanitaires, ainsi que les bâtiments et les bureaux communautaires. Ils offrent également un encadrement pédagogique aux écoles et à l'éducation pour les adultes.

La liste des améliorations apportées aux vies et aux moyens d'existence des populations très pauvres grâce aux groupements d'utilisateurs des forêts communautaires bien établies, est longue. Cependant, il faut mentionner le rôle des projets d'épargne et de crédit,

¹⁶ *Livelihoods and Forestry Programme (2009). Community Forestry in Nepal: promoting livelihoods, community development and the environment. (Foresterie communautaire au Népal: promotion des moyens d'existence, du développement communautaire et de l'environnement).*

et de l'immense quantité d'entreprises forestières dont l'activité d'un grand nombre d'entre elles se base sur les produits forestiers non ligneux, allant des plantes médicinales aux assiettes en feuille. Uniquement dans la région de Rapti, plus de 14 000 personnes (94 pour cent sont pauvres) participent aux micro-entreprises forestières. L'écotourisme avec des touristes désireux de visiter cette région spectaculaire, d'avoir un aperçu de la vie népalaise en séjournant chez l'habitant ou en participant à des randonnées guidées contribue aussi à ces évolutions.

La foresterie communautaire a été mise au point pour inverser la tendance à la perte de forêts dans les années 70. Son objectif a été atteint, avec plus des deux tiers des forêts communautaires qui sont maintenant en bon état écologique. Plus de 93 pour cent des groupements d'utilisateurs ont déclaré que leurs forêts étaient plus saines actuellement qu'au début du projet de foresterie communautaire.

Les populations locales utilisent de nombreuses mesures pour protéger et revitaliser les forêts communautaires. Le pâturage contrôlé, les mesures de prévention contre les incendies, les patrouilles forestières, ont tous un rôle à jouer. Les réglementations s'appliquant à l'abattage des arbres et à la collecte de produits forestiers non ligneux et les plantations d'enrichissement ont été également importantes. De nombreuses personnes ont été formées en sylviculture, en production en pépinière, en protection contre les incendies et en agroforesterie. Les pépinières locales produisent actuellement des millions de semis d'arbres pouvant servir chaque année au bois d'œuvre, au fourrage et à d'autres produits.

En ce qui concerne les questions liées au changement climatique et aux services environnementaux, freiner la déforestation et la dégradation des forêts est une des façons les plus rentables d'atténuer les effets du changement climatique. Les habitants des régions rurales dont les stratégies de survie sont diversifiées sont moins vulnérables aux régimes climatiques imprévisibles. Les groupements d'utilisateurs des forêts du Népal obtiennent des succès dans ces deux domaines importants. Ils sont constamment à la recherche de nouvelles méthodes leur permettant de tirer le meilleur parti de leurs ressources limitées en combustible, en utilisant par exemple des fours améliorés, en fabriquant des briquettes de charbon à partir d'espèces de mauvaises herbes telles que la *Lantana camara*, et en étudiant comment l'énergie hydraulique permettra l'électrification des régions rurales. Les possibilités du biogaz et de l'énergie solaire sont également examinées. Le soutien à ces initiatives est fourni par l'Asie



AGRICORD



Network for Sustainable Agriculture and Bioresources (ANSAB) (Réseau asiatique pour une agriculture et des ressources biologiques durables), qui est également un partenaire de Forest Connect (voir encadré ci-dessous).

Dans l'ensemble, l'exemple donné par les groupements d'utilisateurs des forêts communautaires montre les succès que peuvent obtenir des efforts concertés sur plusieurs décennies. La prochaine étape, pour les groupements d'utilisateurs népalais, pourrait consister à passer à la production de bois commercial plutôt que de se concentrer exclusivement sur la protection de la forêt. Ce point sera approfondi en Section 4.

Les clés du succès

- Une action urgente est nécessaire (catastrophe écologique imminente d'un déboisement non contrôlé)
- Cadre juridique pour les groupements d'utilisateurs communautaires et soutien de l'ANSAB.
- Un soutien à long terme fourni par divers partenaires du développement.

Forest Connect

Forest Connect est le nom d'une initiative proposant un mécanisme de soutien aux petits producteurs forestiers. Cette alliance internationale, créée en 2007 à la suite de discussions au Costa Rica entre la FAO et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), a été mise en place spécifiquement pour rompre l'isolement des petites entreprises forestières.

Ses buts consistent à « éviter la déforestation et réduire la pauvreté en reliant de façon plus efficace les petites entreprises forestières durables les unes aux autres, en améliorant leurs liens avec les marchés, les prestataires de services et les processus politiques tels que les Programmes forestiers nationaux. »¹⁷

Une coopérative facilite l'accès aux marchés et aux prêts – Chine

Xiaozhuang, un village de la Province de Zhijiang a une population d'environ 500 personnes dans 133 foyers. Les terrains du village sont principalement recouverts de forêts, avec une petite surface de terre cultivée. De nombreux habitants tirent leurs revenus

de la récolte des pousses de bambou et des champignons dans les forêts.

La Coopérative des pousses de bambou de Xiaozhuang a été fondée en 2007 par le directeur de l'entreprise locale de transformation alimentaire.¹⁸ Il y a d'abord eu cinq premiers membres 'fondateurs' puis 132 autres. En 2009, le nombre de membres 'non fondateurs' dépassait 2 000. La coopérative achète les pousses de bambou, les fruits, les légumes et les champignons à ses membres, pour les transformer, les entreposer, les transporter et les vendre. Elle a adopté une marque qui est importante pour la commercialisation et pour se faire reconnaître auprès des consommateurs. Les membres ont un accord d'achat avec la coopérative qui établit des normes de qualité pour tous les produits. L'accord n'est pas symétrique – les producteurs sont libres de vendre à d'autres acheteurs s'ils le désirent, mais la coopérative est tenue d'acheter les produits (tant qu'ils respectent les normes) aux membres.

L'avantage le plus précieux pour les membres est un meilleur accès aux prêts. La condition préalable à un prêt est de faire approuver le régime forestier par le département des forêts et les institutions financières. Être membre de cette coopérative qui gère et protège bien les forêts permet d'être mieux évalué et d'obtenir de meilleurs prêts. La coopérative a d'autres impacts positifs. Des emplois ont été créés, et certains revenus ont été stabilisés. Le village a amélioré son profil aux yeux du gouvernement local et a pu bénéficier de meilleures infrastructures, entre autres de meilleures routes.

Protéger ensemble la forêt – Chine

Dacao, un village dans la province de Jiangxi est fortement tributaire des revenus qu'il tire des forêts (principalement du bois, du bambou et des produits dérivés du bambou). Les travailleurs constituent plus de la moitié de sa population (750 personnes). Les agriculteurs forestiers ont géré leurs terres indépendamment depuis la réforme du régime foncier, mais en tant que particuliers ils doivent affronter trois défis: le feu, le vol et les effets des ravageurs et des maladies.

Ils ont trouvé une solution à ce problème en formant une organisation civile d'aide mutuelle qui se concentre sur ces trois défis (nommée association des

17 IIED (2012). *A facilitator's toolkit (Boîte à outil du facilitateur)*. Forest Connect.

18 FAO (2011). *Testing research report on forest farmer cooperatives in Longquan, Zhijiang for Forest Connect Toolkit (Tester un rapport de recherche sur les coopératives d'agriculteurs forestiers à Longquan, Zhijiang pour la Boîte à outil de Forest Connect)*

'trois préventions'), qui a été enregistrée auprès des autorités locales en tant que personne morale en juin 2006. L'association diffuse des informations sur les problèmes liés à la protection des forêts et a envoyé ses membres à des cours de formation appropriés. Les forêts sont patrouillées quotidiennement.

L'association de Dacao a été la première de ce type à être mise en place dans cette province et elle fournit un exemple concret pour d'autres villages désireux de créer des groupements similaires. La coopération s'est également établie avec d'autres associations 'des trois préventions'.

Limites

L'association fonctionne, car les agriculteurs sont prêts à collaborer pour réduire les pertes infligées à leur précieuse forêt. Elle possède également des réglementations efficaces, une gestion démocratique et bénéficie du soutien du gouvernement (sous forme de subventions pour acheter du matériel de protection contre les incendies, etc.). Mais elle souffre d'un manque de capital et de technologie et les patrouilles sont effectuées par une main-d'œuvre limitée. Les méthodes de contrôle contre les ravageurs et les maladies ne sont pas conformes aux normes modernes, et il est toujours difficile d'éviter les vols commis dans les forêts. Si ces inconvénients ne sont pas surmontés et si la forêt n'est pas mieux protégée, les membres risquent d'être moins disposés à payer leurs cotisations.

Un groupement fort déjoue l'érosion du vent

La Roumanie comme plusieurs autres pays qui faisaient partie du bloc soviétique ont dû passer par une période de transition difficile à la fin du régime communiste. En 1991, le processus de restitution a échoué et les forêts ont été rendues aux précédents propriétaires en petites parcelles (pas plus d'un hectare). Sans cadre juridique pour guider les nouveaux propriétaires privés, environ 65 000 ha de forêts furent abattus pour lever des fonds, déboisant ainsi de vastes étendues de forêts.

Marsani, en Roumanie du Sud-ouest, en a particulièrement souffert. Ses sols sableux avaient, durant la période communiste, été stabilisés contre l'érosion du vent grâce à la *Robinia pseudoacacia*, l'agriculture irriguée et des brise-vent. Lorsque les arbres furent coupés, l'érosion reprit de plus belle et les sols durent être protégés avec urgence. Un projet entre le gouvernement roumain et la Banque Mondiale débuta en 2006 pour créer des associations pilotes de propriétaires

forestiers.¹⁹ Marsani fut une des régions qui en bénéficia.

Au début, la résistance locale fut tenace les nouveaux propriétaires forestiers craignaient une hausse d'impôts et de nouvelles obligations juridiques, éventuellement une nouvelle nationalisation. Mais leurs inquiétudes au sujet de l'environnement l'emportèrent sur leurs craintes, et une bonne coopération avec le gouvernement local aboutit à la naissance de l'association *Renasterea Padurii Marsani*. Les financements provenant du fonds national de bonification des terres, créé en 1992, auxquels ils pouvaient avoir accès en tant que groupement pour de nouvelles plantations, les incitèrent à agir. Le groupement possède environ 6 000 ha de forêts et emploie des gardes forestiers et des ingénieurs pour surveiller l'exploitation illégale et effectuer des travaux de sylviculture.

Marsani a créé son propre district forestier privé en 2010. Il n'est pas encore très efficace en termes de gestion des forêts, mais il s'est avéré efficace pour accentuer la responsabilité sociale et renforcer les capacités. Les propriétaires locaux sont conscients de leurs responsabilités environnementales et savent comment une gestion correcte des forêts peut y contribuer. Les propriétaires payent moins de frais d'administration à l'état, et la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas applicable étant donné que les services liés aux forêts sont fournis à l'intérieur de l'association. Marsani est également devenue une région pilote pour tester les arbres pouvant être plantés dans des sites dont les conditions sont extrêmes.

Atouts et faiblesses d'un dirigeant compétent – Chine

Un chef militaire à la retraite anime la coopérative professionnelle de noisettes Lisiling à Xinghua, un village de la Province de Lianing. De retour à son village à la fin de sa carrière, Li Shoufa désira améliorer les moyens d'existence locaux. Ce ne fut pas une tâche aisée, étant donné que plus des deux tiers des terres du village sont montagneuses et que seulement 10 pour cent de ces terres ont une vocation agricole. Les peupliers et autres essences commerciales poussent difficilement, mais les noisettes sauvages (*Corylus sp.*) sont abondantes dans la région et il existe un bon marché pour ces noix nourrissantes.²⁰

¹⁹ Weiss, G. et al. (2012). *Success Cases and Good Practices of Forest Owners' Organizations in Eastern European Countries Draft Report. (Projet de rapport sur les cas exemplaires et bonnes pratiques des organisations des propriétaires forestiers dans les pays de l'Europe orientale). European Forest Institute/Institut européen des forêts.*

²⁰ *Projet de rapport FAO (2012). Success Cases and Good Practice of*



AGRICORD



Li Shoufa a donc encouragé les villageois à planter avec lui d'autres noisetiers, et en 2006 la vente des noisettes procurait des bénéfices substantiels. En mars 2008, il enregistra la Coopérative professionnelle de noisettes Lisiling et la dota d'un conseil de direction et d'un conseil de surveillance. Les agriculteurs s'y associèrent volontairement dans le but de faire des affaires indépendamment et d'assumer la responsabilité de leurs pertes et profits. L'Association des noisettes Lisiling fut établie l'année suivante pour promouvoir la coopérative. En 2010, le capital social de la coopérative avait quadruplé.

La production a été établie sur plus de 600 ha, et le modèle de fonctionnement suivait l'approche nommée « cinq en un » : production, collecte, traitement, commercialisation et gestion qui étaient effectués conjointement pour une efficacité maximale. La coopérative organisait des séminaires sur la production de noix et les techniques de plantation, et le gros des intrants était alloué par la coopérative pour garantir un contrôle total. Le système a encore été amélioré en ajoutant du bétail bovin pour le faire paître entre les noisetiers. Ces activités ont permis aux agriculteurs de multiplier leurs revenus par dix.

Une grande partie de ce succès est dû à l'accent mis sur le positionnement de la marque et sur une commercialisation dynamique. La marque de noisettes Lisiling a été enregistrée en 2004, une chaîne de magasins a été créée, et Lisiling est devenue une marque régionale. Les noisettes Lisiling sont maintenant reconnues comme un « aliment bio chinois » et ont obtenu des prix dans nombre de foires alimentaires.

Dangers futurs?

La coopérative de noisettes Lisiling qui a été créée en tant que coopérative forestière professionnelle gérée par des agriculteurs est sujette à des lois spécifiques qui garantissent des pratiques institutionnelles saines. Elle fonctionne dans un environnement commercial favorable où les noisettes constituent un produit coûteux très demandé. La coopérative qui s'est appliquée à construire son image de marque et à garantir une production concurrentielle a amélioré les revenus de ses membres. Dans le futur, la coopérative devra élargir sa base dirigeante pour permettre au progrès de continuer après la deuxième retraite de Li Shoufa.

Les débuts des groupements de producteurs de Huarango – Équateur

Dans la province agricole pauvre de Chimborazo, les partenaires locaux²¹ sont soutenus pour encourager les agriculteurs à planter un arbuste fixant l'azote, nommé Huarango (*Acacia aroma* var. *huarango*) et à former des groupements de producteurs sous la tutelle de l'organisation CONPROG.²² Un des objectifs est d'augmenter la valeur ajoutée pour les cultivateurs, en les rassemblant afin qu'ils tirent profit des économies d'échelle.

Le Huarango est un investissement à long terme, car plusieurs produits sont obtenus à partir de l'arbre. Mis à part sa valeur environnementale en tant que fixateur d'azote tolérant la sécheresse, et stabilisateur de sols, son bois est un bon carburant. Malgré sa tendance à s'étaler, l'arbre peut être utilisé par les entreprises d'agroforesterie, en culture intercalaire avec les cultures annuelles telles que le maïs et les haricots. Ses graines contiennent de la gomme qui peut servir de matière première de base pour l'industrie alimentaire. Ses graines écrasées produisent du tannin utilisé par l'industrie du cuir.

En 2009, il existait 40 producteurs actifs de huarango. Deux années plus tard, leur nombre atteignait 120, et environ deux tiers d'entre eux étaient des femmes. Ils se sont réunis en cinq groupements informels qui ont été soutenus par le partenaire local pour qu'ils se réunissent régulièrement et qu'ils élisent un conseil d'administration. Les groupements ont bénéficié de visites d'observation et d'ateliers pour partager les expériences de la culture du huarango. Les responsables élus participeront, ultérieurement, à un cours de direction, et des dispositions sont prises pour enregistrer les groupements auprès des autorités gouvernementales. Une fois qu'ils seront juridiquement constitués et reconnus par l'état, il sera alors possible de construire des organisations provinciales plus solides qui influenceront la politique et qui s'attireront l'appui de l'état.

Un arbre huarango met environ quatre ans avant de produire la première récolte. Cette initiative en est donc à ses premiers pas. Mais l'on peut espérer que la plantation conjointe d'arbres et la commercialisation collective fourniront des emplois, des revenus et un nouveau dynamisme à cette zone marquée par la pauvreté.

Forest Farmer Cooperative Organizations in China/ Cas exemplaires et bonnes pratiques des organisations de coopératives d'agriculteurs forestiers en Chine.

²¹ Biorecolte, une ONG qui se concentre sur l'agro-foresterie.

²² www.triasngo.be

Le charbon: une marchandise qui a besoin de groupements de producteurs? Malawi

Seuls 4 pour cent des foyers au Malawi sont connectés au réseau national. Et même en ville, seuls 10 pour cent des foyers utilisent l'électricité pour faire la cuisine. Ils utilisent plutôt le charbon, qui est léger, relativement bon marché et facilement accessible. Certains ont suggéré que le commerce du charbon pourrait être aussi lucratif que celui du thé ou du sucre au Malawi.²³ Cependant, les statistiques réelles n'existent pas, car la production du charbon est illégale.²⁴ Les organisations de producteurs pourraient structurer une industrie où règne actuellement le chaos. Et une industrie structurée paierait ses contributions fiscales.

Si l'on tient compte de l'adage: « la forêt demeure si la forêt paye », le fait de permettre aux populations locales de tirer un revenu légal des terres boisées, permettrait de conserver la forêt tout en impulsant le développement économique.²⁵ La demande de charbon est en hausse constante et présente donc une occasion commerciale fructueuse pour les petites entreprises forestières. Passer du niveau de subsistance à la gestion d'une petite entreprise exige une planification considérable et un soutien technique. Les personnes s'en tireraient mieux si elles formaient des associations de producteurs ressemblant à celles décrites précédemment. Les organisations de producteurs de charbon qui ont aidé leurs membres à produire du charbon légalement sont une première étape vers la réglementation d'une activité qui actuellement se soucie peu de la durabilité future.

23 IIED (2007). *Charcoal - the reality: A study of charcoal consumption, trade and production in Malawi/Le charbon – la réalité: une étude sur la consommation de charbon, sur son commerce et sa production au Malawi.*

24 *Le charbon peut être produit légalement si le producteur possède un permis délivré par le département des forêts. Mais ce permis exige un plan de gestion que les communautés villageoises ont du mal à élaborer sans soutien.*

25 *Forest Governance Learning Group (FGLG.) Malawi Policy Briefs 1 & 2.*



AGRICORD



FARMERS
FIGHTING
POVERTY



© Sophie Gravelle



AGRICORD



2: Créer des réseaux

Les organisations de producteurs forestiers ne peuvent fournir l'ensemble des services dont ont besoin leurs membres sans nouer des liens avec d'autres parties prenantes, dans le secteur forestier et en dehors de celui-ci. Elles ont intérêt à construire et à consolider de solides alliances avec d'autres acteurs tels que leurs gouvernements, les partenaires du développement, le secteur privé et d'autres organisations de la société civile. En effet, les preuves recueillies par le FIDA et la FAO suggèrent que ces relations sont au cœur du succès. Afin de fournir une vaste gamme de services à leurs membres, les organisations doivent créer des réseaux de relations denses – parmi les petits producteurs eux-mêmes, entre leurs organisations et avec les marchés et les décideurs politiques.²⁶

La création de réseaux comprend également la conclusion d'autres accords officiels. Les organisations de producteurs forestiers doivent occuper et formaliser des positions stratégiques dans les chaînes de valeur commerciales et dans l'ensemble de la société. Il est également important de tisser des liens avec les organismes de recherche, car l'accès à la technologie, aux meilleures pratiques et aux marchés sera facilité lorsque les organisations forestières contribueront à la détermination de priorités de recherche. Par exemple, l'amélioration des techniques d'agroforesterie et d'agriculture écologique peut permettre de réaliser des gains importants,²⁷ mais les petits producteurs doivent réussir à imposer leur présence pour résister à la pression exercée par les grands opérateurs qui préfèrent la recherche dans la foresterie et l'agriculture industrielles.

Pour établir et maintenir des partenariats réussis, les organisations de producteurs forestiers doivent avoir atteint elles-mêmes un certain niveau de démocratie interne et de professionnalisme. Le mécanisme de la FAO en faveur des agriculteurs et des forêts soutiendra la mise en place et le développement de tels groupements. En aidant à créer des réseaux de producteurs forestiers essentiels au déploiement des programmes sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, ainsi qu'à ceux visant les exploitations et le commerce du bois illégaux, ce mécanisme ajoutera de la valeur à l'ensemble des initiatives mondiales.

²⁶ Herbel, D., Crowley, E., Ourabah Haddad, N. and Lee, M. (2012). *Good Practices in Building Innovative Rural Institutions to Increase Food Security/ Bonnes pratiques dans la création d'institutions rurales innovantes pour renforcer la sécurité alimentaire*. FIDA et FAO.

²⁷ Pretty, J.N. et al. (2006). *Resource-Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries/L'agriculture conservatrice de ressources augmente les rendements dans les pays en développement*. *Environ. Sci. Technol.*, 2006, 40 (4), pp 1114–1119. <http://pubs.acs.org/doi/full/10.1021/es051670d>

La partenariat pour accéder aux marchés du carbone – Kenya

« Si à toute chose malheur est bon, dans le cas du changement climatique qui affecte les petits exploitants africains, cela signifie qu'ils pourront participer aux marchés internationaux destinés à l'atténuation du changement climatique qui sont apparus ces dernières années.²⁷ »

Le Projet carbone agricole du Kenya montre comment des groupements de petits propriétaires peuvent accéder au marché mondial du carbone. Par le biais d'un partenariat avec une ONG suédoise (Vi-Agroforestry), des groupements d'agriculteurs percevront des paiements pour l'atténuation des gaz à effets de serre. L'accord se base sur une gestion durable des terres, avec des taux de piégeage calculés en utilisant une nouvelle méthode de comptabilité du carbone.²⁹

Le Kenya occidental possède un tissu rural dense au sein duquel prospèrent des petites exploitations agricoles entre les pentes bien arrosées du Mont Elgon et les rives du lac Victoria. Le Projet du carbone agricole promeut une gestion durable des terres agricoles sur une superficie d'environ 45 000 ha. Le principal objectif de la gestion plus durable – qui inclut l'agroforesterie ainsi que d'autres activités (les cultures d'engrais verts, la rotation des cultures, le paillage, le compostage, etc.) – est d'améliorer la productivité. L'augmentation des rendements améliorera les moyens d'existence, et sera accompagnée de revenus supplémentaires (modestes, mais non négligeables) obtenus grâce au piégeage du carbone.

Arrangements institutionnels

Vi-Agroforestry travaille avec des groupements d'agriculteurs enregistrés plutôt qu'avec des petits propriétaires individuels, car il n'est pas rentable de mesurer, de décrire et de vérifier des émissions réduites sur une base individuelle. Les groupements signent des contrats qui couvrent les droits et les obligations des deux parties, et Vi-Agroforestry – au nom des agriculteurs – vend les réductions d'émissions aux Fonds Bio-carbone de la Banque mondiale. La validation est effectuée par une partie indépendante, à la suite de quoi la majeure partie des revenus sera payée aux

28 USAID (2010). *Institutional Models for Carbon Finance to Mobilize Sustainable Agricultural Development in Africa/ Modèles institutionnels de financement du carbone pour mobiliser un développement durable de l'agriculture en Afrique.*

29 USAID (2010). *Ibid.*

groupements d'agriculteurs, tandis que le solde servira à financer les services de conseil. Un Accord relatif à l'achat de réduction d'émissions a été signé entre le Fonds BioCarbone et Vi-Agroforestry en 2010.

Comme ce modèle de soutien dépend de l'existence d'un réseau de groupements d'agriculteurs et de la collaboration avec des organisations et des coopératives existantes, le projet a encouragé les individus à se réunir en groupements de 15 ou 30 unités. Tous les groupements furent encouragés à devenir des entités démocratiques avec des dirigeants élus et une comptabilité transparente. Certains agriculteurs furent formés pour devenir formateurs, afin de diffuser les techniques d'agriculture durable qui constituent le fondement de l'initiative. Des écoles pratiques d'agriculture et des centres de formation agricole furent également créés. Les petits groupements qui ne peuvent satisfaire les obligations d'un contrat direct avec Vi-Agroforestry peuvent se joindre à un organisme de tutelle créé dans ce but.

Ce qui a changé

En janvier 2012, plus de 16 500 foyers furent informés des techniques de gestion durable des terres, et la gestion améliorée a couvert 7 000 ha. La méthode de comptabilisation des émissions réduites dans le cadre de la gestion durable des terres agricoles a été approuvée par la norme de vérification du carbone. Cette méthodologie qui appartient désormais au domaine public pourrait être utilisée pour des projets similaires.

Du point de vue des agriculteurs, les avantages que procurent les paiements pour les émissions réduites seront relativement limités. Les bénéfices plus immédiats proviendront de l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus fournis par de meilleures récoltes et par le développement d'entreprises permettant de vendre du bois et des poteaux grâce à la sylviculture paysanne.

Les clés du succès

- Des liens avec les services de vulgarisation qui fournissent des formations et des démonstrations de gestion améliorée des terres. Bien que le piégeage du carbone soit un objectif important du projet, les cultivateurs n'adopteront les techniques agricoles durables que si elles augmentent le rendement de leurs cultures et s'ils atteignent la sécurité alimentaire.
- Des partenariats plus étendus entre les groupements d'agriculteurs et les autorités religieuses et pédagogiques pertinentes, car les efforts de plantation



AGRICORD



d'arbres ont été encouragés non seulement sur les exploitations, mais également dans des espaces publics entourant les églises ou dans le périmètre des écoles.

- Un intermédiaire – dans ce cas Vi-Agroforestry – pour établir des liens entre le Fonds BioCarbone de la Banque Mondiale et les groupements d'agriculteurs.

L'agroforesterie et les liens avec le commerce du carbone – Zambie

Marchés communautaires pour la conservation (COMACO) est une organisation possédée et gérée par les communautés de la Vallée Luangwa en Zambie. Elle fonctionne avec 50 000 agriculteurs et a mis en place les infrastructures, les services de vulgarisation et les mécanismes de paiement permettant aux communautés rurales éloignées d'avoir accès aux marchés. L'un de ses projets sur l'agriculture conservatrice de ressources utilise un arbre fixateur d'azote pour augmenter les rendements des récoltes des petits exploitants agricoles. Ce projet qui est décentralisé et auquel adhèrent de nombreux participants est un candidat parfait sur lequel des éléments du commerce du carbone peuvent se greffer. Il montre comment une organisation existante peut réduire les coûts de transaction liés aux « crédits carbone » en permettant aux agriculteurs individuels d'en bénéficier.³⁰

Faidherbia albida, également nommée ronce hivernale, perd ses feuilles quand il pleut, et ne crée pas d'ombre pour les cultures durant leur période de végétation. Planter 100 arbres adultes de Faidherbia albida fournit suffisamment d'azote (et améliore la teneur en matière organique du sol par chute de feuille) pour doubler le rendement de la récolte de maïs poussant sous leur ombre. Les agriculteurs qui bénéficient de la hausse de productivité du sol abandonnent facilement leur précédente pratique de l'agriculture itinérante (agriculture sur brûlis), permettant ainsi de réduire les émissions de carbone. La réduction de ces émissions représente un actif financier légitime qui peut être suivi, vérifié et enregistré.

Faire participer les petits exploitants au processus de suivi et réduire les coûts de transaction à travers une action de groupe signifie que les revenus supplémentaires leur reviendront à eux plutôt qu'aux sociétés qui investissent dans les marchés du carbone. Comme dans le cas du Kenya ci-dessus, l'amélioration des

rendements agricoles constitue la meilleure mesure d'incitation à planter des Faidherbia albida. Mais étant donné que l'amélioration des sols ne devient évidente qu'au bout de quelques années, et que la plantation d'arbres est coûteuse, ces petits revenus supplémentaires tirés des marchés du carbone peuvent rendre ces pratiques plus abordables.

Les clés du succès

- Pouvoir greffer un projet carbone à un réseau existant réduit les coûts de suivi, de vérification et d'enregistrement.
- Utiliser des techniques approuvées pour améliorer les rendements et réduire les émissions de carbone.

Établir des liens utiles – Mexique

CONOSIL, la fédération de propriétaires forestiers au Mexique a été créée en 2005. Avant son établissement, les communautés forestières (ejidos et comunidades) ne possédaient que des coopératives locales faibles et informelles, bien que les particuliers soient censés contrôler environ 85 pour cent des forêts du Mexique. Près de 13 millions de personnes, dont un grand nombre est très pauvre, vivent dans les forêts mexicaines.³¹ CONOSIL a estimé que 2 millions de propriétaires forestiers pourraient bénéficier directement de forêts gérées durablement, et que les bénéfices indirects pourraient atteindre un grand nombre d'autres personnes. Un projet de trois ans mis en œuvre conjointement par l'Union centrale finlandaise des producteurs agricoles et des propriétaires forestiers et CONOSIL œuvre au renforcement des capacités des associations nationales et locales de propriétaires forestiers.³²

Ce qui a changé

Les organisations de propriétaires forestiers fonctionnent mieux. Les associations individuelles ont adopté un système démocratique de prise de décisions et ont établi des règlements intérieurs qui prévoient des assemblées générales et des réunions du conseil. Le conseil de CONOSIL se réunit régulièrement et fait vérifier ses comptes. Il a aussi mis au point un plan

31 Il existe plusieurs estimations du nombre de personnes vivant réellement dans les zones forestières. Le chiffre réel peut être inférieur en raison de l'exode rural vers les zones urbaines et l'émigration induite par le manque d'opportunités.

32 Simula, M. (2012). Evaluation of the MTK-MFA Support to Forest Owners' Organizations in Mexico 2009-2011/ Evaluation du soutien MTK-MFA fourni aux organisations de propriétaires forestiers au Mexique.

30 USAID (2010) Institutional Models for Carbon Finance to Mobilize Sustainable Agricultural Development in Africa/ Modèles institutionnels de financement du carbone pour mobiliser un développement durable de l'agriculture en Afrique.

stratégique et des plans annuels opérationnels, et les associations membres suivent son exemple. Les dossiers d'enregistrement des membres sont mieux complétés à tous les niveaux, et des groupes de travail régionaux ont été créés pour effectuer l'inventaire des ressources forestières. Les études régionales sont liées à un système SIG afin de pouvoir les mettre à jour régulièrement à un coût moindre.

Maintenant que les organisations fonctionnent mieux, elles ont tissé des liens étroits avec les institutions et le gouvernement. Une coopération fructueuse s'est instaurée entre CONOSIL et l'autorité nationale des forêts (CONAFOR) et les associations de propriétaires forestiers collaborent étroitement avec CONAFOR et le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles. Dans certains cas, leurs bureaux respectifs se trouvent dans les mêmes locaux. Cela facilite la mise en œuvre de programmes de soutien gouvernementaux et permet de garantir que les règlements sont respectés. Au niveau national et de l'état, les organisations de propriétaires forestiers communiquent activement avec les autorités pertinentes par le biais de réunions consultatives et en prenant part aux dialogues politiques et à d'autres forums.

En examinant plus attentivement ces liens avec le gouvernement, il est clair que les organisations de propriétaires forestiers peuvent fournir des services précieux et rentables au gouvernement en matière de mise en œuvre des politiques. On peut citer les suivants:

- Le gouvernement peut promouvoir plus facilement et plus économiquement une gestion durable des forêts auprès des propriétaires forestiers individuels.
- Contrôle des exploitations illégales impliquant les propriétaires forestiers dans la protection des forêts.
- Mise en œuvre de la certification et des mécanismes de financement REDD+ par le biais de groupements de propriétaires, en réduisant ainsi les coûts des transactions pour le secteur public.
- Amélioration de la prévention contre les incendies de forêt.
- Lutte contre les ravageurs et les maladies des forêts.

L'impact sur l'élaboration des politiques est important et se fait de plus en plus ressentir. Par exemple, CONOSIL a organisé un Congrès forestier national en 2011 et est représenté au sein du Conseil forestier national. Le plaidoyer en faveur d'une législation fiscale accordant un traitement préférentiel à la foresterie, constitue un succès remarquable en terme d'évolution des politiques. Une proposition similaire a été faite pour des exonérations d'impôts appliquées sur les revenus des forêts communautaires qui sont réinvestis dans le développement local.

L'Institut national de financements ruraux (Financiera Rural ou FIRA) est un autre lien important. Cela a abouti à un accord sur les différentes questions telles que l'identification conjointe de projets prioritaires pour financer, promouvoir FIRA en tant qu'institution de prêt pour les propriétaires forestiers, et pour identifier les candidats potentiels aux crédits du FIRA. Il existe également des liens avec d'autres sources de financement, telles que Fundacion Produce, Agromoney et d'autres encore qui ont déjà financé plusieurs projets. Un programme mis au point spécifiquement pour répondre aux besoins des propriétaires forestiers (FinArbol) est en début de conception.

Les liens avec des instituts de recherche n'ont pas été négligés. Une coopération étroite a été établie avec plusieurs universités dans le pays. CONOSIL, ne se limitant pas aux frontières du Mexique, a signé un accord avec l'Institut cubain de science animale. Ils travailleront conjointement à la conception de systèmes qui réduisent les effets nocifs du pâturage sur les forêts naturelles. CONOSIL est également membre de l'Alliance internationale des familles forestières (IFFA).

Les changements ne se sont pas limités aux partenariats réussis qui furent mis au point durant le projet. Les responsables d'associations et le personnel technique ont acquis de nouvelles compétences et connaissances lors de trois ateliers, et par le biais de documents écrits publiés en ligne et sur d'autres supports. De nombreuses femmes ont participé à ces sessions.

Les clés du succès

- Un soutien solide du gouvernement comprenant une planification stratégique et l'engagement de soutenir à long terme la consolidation des organisations durant la phase initiale de leur développement.
- Un partenariat efficace avec le partenaire du développement.
- L'existence d'une structure démocratique hiérarchique, partant de la base locale jusqu'au niveau national.
- Une communication efficace au sein et au-delà de l'organisation.
- Sensibilisation et suivi d'un soutien financier et technique axé sur la demande pour les propriétaires forestiers.
- Des liens solides entre les organisations de propriétaires et les autorités forestières afin que ces dernières puissent constater la participation des organisations dans la protection des forêts, dans la production de semis forestiers, en tant qu'activités complémentaires et non compétitives.



AGRICORD



Partenariat financier: les subventions encourageant la production de bois scié – Ouganda

Les forêts de l'Ouganda ont enregistré un déclin constant face à la pression exercée par une population croissante qui dépend du bois de chauffe et de l'agriculture de subsistance pour ses besoins quotidiens. En 2008, la couverture forestière n'était plus que de 18 pour cent. L'agriculture commerciale a également empiété sur les terres forestières pour produire du thé, du sucre, du tabac et plus récemment de l'huile de palme. Les forêts naturelles ne peuvent plus satisfaire la demande croissante de bois d'œuvre, de bois de chauffe et de poteaux.³³ Pour pallier ces insuffisances, le Sawlog Production Grant scheme (SPGS) a été créé en 2004 pour financer des plantations de bois. Ce partenariat entre le gouvernement ougandais et les donateurs (initialement l'Union européenne, avec la Norvège qui s'y est associée récemment) avait en 2010 soutenu la plantation et l'entretien d'arbres selon des normes acceptables sur une surface supérieure à 17 000 ha.

Bien que le soutien du SPGS, financier et technique, soit destiné en grande partie aux cultivateurs commerciaux de grande échelle, le projet comprend également un volet de soutien aux communautés³⁴ qui a pour objectif d'épargner la forêt naturelle restante en fournissant aux communautés rurales pauvres d'autres sources de bois et de poteaux qu'elles peuvent utiliser ou vendre localement. Un autre objectif important est d'augmenter le nombre de travailleurs forestiers qualifiés. Cela augmente la réserve de main-d'œuvre qui se consacrera à la sylviculture et stimulera l'emploi local. L'éventualité de ces synergies conduit à attribuer la priorité aux groupements communautaires dans les régions proches des plantations commerciales existantes ou prévues. Les groupements en proximité de sites de conservation avec des futaies naturelles sont également encouragés à créer une autre source de bois d'œuvre et à réduire davantage la dégradation de la forêt naturelle.

Arrangements institutionnels

Conformément à son Initiative communautaire de plantations d'arbres, le SPGS fournit des conseils techniques, une formation pratique et dans certains cas,

des jeunes plants de qualité aux groupements communautaires. Les groupements doivent être au moins composés de 20 membres, et les membres individuels peuvent être soutenus pour planter jusqu'à 5 ha sur deux ans. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour garantir que les communautés soient prêtes à planter et surtout, à entretenir les arbres.

SPGS préfère travailler avec des organisations communautaires enregistrées, car elles possèdent déjà une structure officielle et un objectif commun. L'équipe SPGS vient inspecter la zone (le projet ne soutiendra pas les plantations en terres humides, dans les forêts naturelles ou tout autre site écologiquement fragile) et organise pour les candidats acceptés une formation qui couvre la planification de base, la préparation des terres, l'entretien et la protection des arbres. Les groupements doivent ensuite préparer les terres afin que les arbres puissent être plantés dès qu'ils seront livrés.

Après avoir consulté les chefs communautaires, le SPGS apporte des semis de qualité au début de la saison des pluies, et les membres du groupement les plantent immédiatement. Le personnel du SPGS effectue des visites régulières pour fournir des conseils techniques concrets puis une formation sur la façon d'entretenir et de protéger les jeunes arbres du feu, des dommages causés par les animaux et de l'envahissement des mauvaises herbes.

En prévision de la période succédant à celle financée par les bailleurs (actuellement jusqu'en 2013), le SPGS a contribué à former l'Association ougandaise de producteurs de bois (UTGA) – un groupe de soutien et de pression indépendant du secteur privé.

Ce qui a changé

Le soutien communautaire du SPGS avait bénéficié en 2010 de l'appui de plus de 100 communautés avec un total de plus de 3 000 membres individuels. Plus de 1,7 million de semences avaient été fournis, et plus de 1 200 ha d'arbres ont été plantés avec un taux de survie de 80 pour cent. La demande de soutien communautaire augmente rapidement, car les communautés existantes désirent étendre leurs plantations et de nouveaux groupements veulent se joindre au projet. En janvier 2011, la demande de semences a atteint 5 millions.

³³ Jacovelli, P.A. (2010). *A Ugandan Model For Engaging The Private Sector In Commercial Tree Growing*. 18th Commonwealth Forestry Conference, Edinburgh, juillet-août 2010

³⁴ Consulter le site SPGS – www.sawlog.ug

Les membres de l'Association de développement rural du Kamusiine Memorial ont réuni leurs terres pour cultiver du bois d'œuvre commercial. Ayant signé un accord avec le Sawlog Production Grant Scheme (SPGS) en 2004, en 2006 ils avaient planté 50 ha de *Pinus caribaea* var. *hondurensis* à croissance rapide, en utilisant des semences améliorées de pépinières clonales. Un comité décide du calendrier de travail, et chaque membre vient travailler une fois par semaine (ou paye pour la main-d'œuvre équivalente qui est souvent composée de femmes ou de jeunes personnes, fournissant ainsi des possibilités d'emplois pour les groupements marginalisés). Le groupement a également conclu un contrat pour planter 20 ha de forêts pour un investisseur privé.³⁵ La semence d'arbre est cultivée en pépinière, et la vente de jeunes arbres fournit un revenu supplémentaire.

Le SPGS soutient l'association avec des agents communautaires chargés des plantations qui sont sur place pour fournir des conseils. Les sessions de formation pratique apprennent aux membres à tailler et éclaircir leurs arbres. L'accent est mis sur l'importance du désherbage entre les arbres, et sur le choix des espèces pour chaque site. On déconseille aux cultivateurs de planter des cultures entre les arbres, bien que cela ait été une méthode traditionnelle d'établir des forêts. Mais l'expérience montre que la compétition avec d'autres plantes retarde la croissance des arbres.³⁵

Les clés du succès

- Un engagement à long terme par les deux parties du partenariat. Aucune somme d'argent n'est versée immédiatement – les subventions ne sont débloquées que lorsque les conditions stipulées par le contrat sont remplies, et l'argent est débloqué par étapes une fois que les arbres ont été inspectés.
- Capacité organisationnelle: certaines associations sont faibles et ont du mal à coordonner la plantation communautaire d'arbres. Le renforcement des capacités de ces groupements, comme cela est prévu par le Mécanisme de la FAO en faveur des agriculteurs et des forêts, leur permettra de mieux profiter du programme de subventions.

³⁵ <http://www.sawlog.ug/downloads/SPGS%20News%20No.%207.pdf>

Liens entre les groupements de producteurs et les détaillants de plantes médicinales – Inde

L'état du Madhya Pradesh, en Inde centrale, est connu pour ses produits forestiers. Certains produits, comme les feuilles de tendu (*Diospyros melanoxylon*), la graine de sal (*Shorea robusta*), le chebulic myrobalam (*Terminalia chebula*) et les gommés sont nationalisés et ne peuvent être commercialisés que par des régies. Le commerce d'autres produits est libre. Le gouvernement a créé, il y a près de 30 ans une Fédération d'état de produits forestiers mineurs (MPMFP)³⁶, pour rassembler les coopératives locales et permettre aux cueilleurs de produits forestiers non ligneux – nationalisés ou non – d'obtenir des prix équitables.

Arrangements institutionnels

La fédération est importante pour générer des emplois dans les communautés forestières pauvres et éloignées. De nombreux petits exploitants vont chercher des produits forestiers durant la période de soudure, lorsqu'ils n'ont pas beaucoup de travail. Les principales coopératives apportent les différents produits forestiers à la fédération qui les revend. Les bénéfices sont partagés selon trois modalités: la moitié aux cueilleurs, 20 pour cent pour développer les produits forestiers non ligneux et régénérer la forêt, et 30 pour cent pour le développement des infrastructures. Les membres individuels bénéficient d'une assurance (vie et accidents), procurée par la fédération.

La fédération en se développant a naturellement évolué en s'associant avec Sanjeevani, un commerce de détail à Bhopal. L'initiative Sanjeevani fournit un point de vente spécifique pour les plantes médicinales collectées et produites par les coopératives principales. Sanjeevani fournit également des consultations abordables par des médecins ayurvédiques, ce qui augmente les ventes et augmente la popularité du système de santé traditionnel. Depuis 2002, plus de 30 000 visites de patients et 70 000 opérations de ventes de produits médicaux ont été enregistrées.

Les liens de la coopérative avec Sanjeevani, lui procurent un marché sûr pour ses produits, bien qu'elle ne soit pas obligée de vendre ses produits uniquement à Sanjeevani qui peut également se procurer des matières premières auprès d'autres fournisseurs. Cependant, cette entreprise étant rentable, les arrangements

³⁶ *The Madhya Pradesh State Minor Forest Produce (Trade and Development) Cooperative Federation Ltd, Bhopal*



AGRICORD



actuels semblent satisfaire les deux parties. Les bénéfices de Sanjeevani sont distribués selon les mêmes coefficients pratiqués par les sociétés du MPMFP (50.20.30 aux cueilleurs, régénération et infrastructure).

La promotion par le gouvernement d'une meilleure valeur ajoutée reflète l'étroussure des liens avec l'administration de l'état (afin que les cueilleurs fassent un maximum de bénéfices). Les remèdes composés d'une seule plante sont préconisés plutôt que les mixtures complexes, et un centre de formation de cueilleurs a été mis sur pied. Une fois que les cueilleurs ont appris à préparer les remèdes et à en contrôler la qualité, ils peuvent fournir à Sanjeevani les plantes déjà prêtes pour les ordonnances médicales. Les autorités de réglementation peuvent analyser et vérifier plus facilement les produits composés d'une seule plante tandis que les patients doivent simplement mélanger les ingrédients prescrits par le médecin ayurvédique.

La mise en place des People's Protected areas (Zones protégées des populations) pour éviter la surexploitation de l'environnement forestier constitue un autre lien favorable avec le gouvernement. Dans une zone protégée, les produits forestiers non ligneux sont conservés sur place.

Les clés du succès

- Soutien du gouvernement à long terme – l'organisation de tutelle est une initiative du gouvernement.
- La distribution des bénéfices pour la régénération des forêts, pour améliorer les infrastructures et fournir des revenus aux particuliers.
- Trouver des façons d'augmenter la valeur ajoutée par les producteurs (en promouvant des remèdes à base d'une seule plante, et en formant les producteurs au contrôle de qualité).

Liens avec l'industrie – Chine

L'industrie de transformation du bois et du bambou de la ville de Shaowu dans la Province du Fujian consomme d'énormes quantités de matières premières. La production locale ne pouvant fournir qu'environ la moitié de la demande maximum, la station forestière de la ville de Wujiatang a encouragé les agriculteurs forestiers locaux à former une association pour planter des arbres à croissance rapide (comme les eucalyptus) et les bambous de petit diamètre. Ce partenariat a été vital pour la création de l'association, car la station forestière propose des cours à ses membres sur l'amélioration des plantes de pépinières et sur la façon de

planter pour une survie maximale des semences. La participation du gouvernement facilite la coopération entre les agriculteurs et les propriétaires de l'usine, et offre des transactions garanties aux deux parties.

Avant la formation de l'association, les agriculteurs ne disposaient pas, malgré la hausse de la demande industrielle, de débouchés pour leurs produits forestiers, car il était trop coûteux de signer des contrats de plantation avec des agriculteurs individuels. Les agriculteurs sont maintenant liés à l'industrie à travers leur association qui résout efficacement les conflits qui peuvent opposer les petits agriculteurs aux grands marchés et les forêts fragmentées à une gestion efficace.

Quatre grands exploitants forestiers auxquels s'ajoutent des membres provenant de six villages en proximité de la ville Wujiatang composent l'association. À ce jour, ils ont planté 133 ha d'arbres, surface qui comprend également des collines dénudées et des terrains vagues. L'association fournit une plateforme de communication mutuelle entre les agriculteurs et les entreprises, et un mécanisme amélioré d'approvisionnement en matières premières a été mis en place.

Liens avec les marchés sur place et à l'étranger – Namibie

L'arbre marula (*Sclerocarya birrea*) est répandu dans les terres boisées miombo en Afrique méridionale. Son fruit acidulé sert d'ingrédient principal de la célèbre liqueur Amarula et ses noix dures contiennent un noyau nourrissant et riche en huile. L'huile de marula est utilisée en cuisine et entre dans la composition de produits de soin de la peau.

Les moyens d'existence de la plupart des Namibiennes dépendent en grande partie de la récolte et de la transformation de produits autochtones, y compris de la marula. Les femmes se chargent souvent de cette tâche, car la production et la récolte n'exigent que très peu de capital d'amorçage, les ressources sont accessibles à tous et le travail peut être combiné à d'autres tâches ménagères.³⁷ Lier les cueilleurs de marula qui sont dispersés dans les forêts, aux marchés lucratifs à l'étranger, a posé un défi. Augmenter la demande domestique en est un autre (la plupart des foyers ruraux en cueillent et en produisent suffisamment pour leur consommation personnelle).

³⁷ <http://iipdigital.usembaessy.gov/st/english/article/2012/03/201203121998.html#axzz1w4dbcv8F>

Le secteur des produits naturels autochtones de la Namibie est en constante croissance, mais la demande locale est limitée et il existe peu d'économies d'échelle. La plupart des produits sont exportés à leur état brut sans valeur ajoutée. Le partenariat (qui remonte à 2 000) entre un groupement de producteurs locaux, la coopérative féminine Eudafano et Body Shop, une marque mondiale avec des boutiques dans plus de 50 pays, a été l'unique exception notable.

Arrangements institutionnels

Créée en 1999 en tant que coopérative uniquement féminine, Eudafano s'est développée depuis pour regrouper 24 associations de producteurs représentant 5 000 personnes. La coopérative possède maintenant sa propre usine de traitement qui produit des huiles et des jus de fruit selon des normes internationales, de telle sorte que la Namibie crée de la valeur ajoutée. L'usine transforme aussi l'huile de pépin de melon du Kalhari et fournit d'autres marques de cosmétiques telles qu'Aldivia.

Un partenariat plus récent a été noué avec la Millennium Challenge Corporation (MCC) de l'Ambassade des États-Unis qui investit dans les capacités des producteurs et transformateurs locaux, y compris Eudafano. Le Ministère de l'Environnement et du Tourisme du gouvernement namibien collabore avec Eudafano, CRIAA-SADC et GTZ³⁸ pour intégrer l'huile de marula dans le marché domestique des huiles comestibles.³⁹ L'huile est bien connue des communautés des régions du nord et du centre et a été produite et échangée informellement depuis de nombreuses années. L'Exposition sur le tourisme a été organisée à Windhoek en Namibie pour présenter les huiles comestibles à base de marula à un plus vaste éventail de consommateurs.

Le réseau de fournisseurs s'assurera des revenus supplémentaires si l'huile comestible à base de marula est commercialisée avec succès. Des tests ont été effectués au sein du Katutura Artisan's Project, en utilisant plusieurs techniques de production. Dégager les noyaux de la noix dure de marula, est une opération difficile, et CRIAA-SADC a essayé de mettre au point une technique sûre et simple pour simplifier le processus. Le transfert complet de cette technologie, y compris la formation est maintenant accompli, et la production est en cours dans l'usine Eudafano.

38 CRIAA-SADC, le Center for Research Information Action en Afrique (Conseil et développement en Afrique du Sud) est une ONG fondée sur les adhésions qui soutient les communautés rurales. GTZ, qui est devenu GIZ est l'agence de développement allemande.

39 <http://allafrica.com/stories/201007220943.html>

Lors de l'exposition touristique, des démonstrations culinaires et de dégustation ont montré comment l'huile peut être utilisée aussi bien dans les recettes traditionnelles que modernes. Les médias et les consommateurs ont donc été sensibilisés à l'huile comestible de marula, et des contacts ont été établis avec le secteur de l'accueil et du tourisme.

La Southern African Natural Products Trade Association (Association commerciale de produits naturels de l'Afrique australe) fait partie des associations commerciales plus étendues qui rassemblent les producteurs du Botswana, de la Namibie, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Elle a également joué un rôle crucial dans le développement de Phytotrade Africa qui représente désormais de nombreux producteurs de produits naturels dans toute la région. Des groupements de producteurs tels que la coopérative Eudafano, des instituts de recherche, des agences gouvernementales, des ONG et des particuliers s'intéressant au commerce de produits naturels adhèrent à Phytotrade. Ce partenariat étendu signifie que Phytotrade peut offrir des possibilités de création de réseaux aux groupements de producteurs, et peut leur permettre de promouvoir leurs produits dans les foires commerciales internationales.⁴⁰

40 Pour de plus amples informations sur l'arbre marula, voir le cas de l'Organisation internationale de la propriété intellectuelle A Tree and Traditional Knowledge: A Recipe For Development/ Un arbre et le savoir traditionnel: une recette pour le développement



AGRICORD



La voix d'un producteur de marula ⁴¹

"Je m'appelle Hileni et je viens d'Etale, un village au nord de la Namibie. J'ai six enfants. Ma grand-mère m'a appris à presser l'huile de marula que nous utilisons traditionnellement en cuisine et pour nos produits de beauté. J'ai commencé à vendre de l'huile de marula sur les marchés locaux dans les années 90. Je suis ensuite devenu un des principaux producteurs de marula pour la Coopérative de femmes Eudafano en 2006 après avoir été témoin des bénéfices réalisés par mes voisins qui vendaient de la marula. Nous cueillons les fruits de marula dans nos propres champs. Il faut un mois pour cueillir les fruits de marula et un mois pour en extraire les noyaux. Je vends environ 100 kg de noyaux par saison.

"Avec l'argent obtenu grâce à la marula je paye les cotisations scolaires de mes enfants, les frais hospitaliers, j'achète de la nourriture et d'autres besoins essentiels du ménage. La marula est ma source la plus fructueuse d'argent. Les personnes de ma communauté protègent les arbres à marula, tout comme moi-même.

"Ma vie a changé, car je ne suis plus pauvre. Le régime alimentaire de ma famille s'est vraiment amélioré. Depuis que je participe au commerce de la marula, je peux me permettre d'autres aliments comme la farine de maïs, du pain, du riz, du sucre et de la viande."

Les clefs du succès

- Reconnaître le rôle spécial des femmes dans l'industrie de la marula, et se souvenir que dans les premiers temps ce sont elles qui ont créé des groupements limités aux femmes.
- Soutien de plusieurs secteurs (gouvernement, partenaires du développement) sous forme de recherche, de développement (comment transformer la marula localement) et de commercialisation.
- La participation d'une association commerciale pour augmenter les possibilités de création de réseaux.

Partage d'expertise à travers le jumelage – Tanzanie et autres

Désireuse de partager son succès dans le domaine de la gestion forestière, l'Union centrale finlandaise de producteurs agricoles et de propriétaires forestiers coordonne des projets de jumelage dans plusieurs pays en développement, notamment au Mexique, en Éthiopie,

⁴¹ <http://marula.net/>

au Vietnam et au Népal.^{42 43} Les organisations apprennent qu'il est possible de réunir des petits producteurs pour répondre à la demande du marché, comme c'est le cas en Finlande. Le jumelage promet une gestion forestière durable et des marchés du bois fonctionnels. Apprendre aux propriétaires forestiers à quantifier leurs ressources forestières et le bois d'œuvre qu'ils vendent en terme de volume plutôt qu'en termes de surface fait partie des activités déployées. Il peut y avoir des parcelles de démonstration pour que les propriétaires forestiers voient la différence entre une forêt non gérée et une forêt gérée. Et les coopératives dans les pays partenaires sont soutenues pour faire connaître les prix actuels du marché à travers des stations radiophoniques ou des bulletins d'informations aux membres.

D'autres pays qui ont reconnu le succès de cette approche ont manifesté leur souhait de s'y associer. De nouveaux accords de jumelage sont déjà prévus pour le Nicaragua et la Zambie. Le cas de la Tanzanie est présenté ci-dessous comme exemple de la planification minutieuse nécessaire au succès du projet.

Jumelage en Tanzanie

Les hauts plateaux au sud de la Tanzanie manqueront de bois d'œuvre d'ici à 2025, malgré l'activité des petits exploitants qui ont planté des arbres depuis environ une décennie. Les prix ont augmenté à la suite de la décision du Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme de multiplier par trois le prix des grumes vendues à partir de ses propres plantations, incitant ainsi les petits et moyens exploitants agricoles à planter et cultiver des arbres.

Malgré la hausse des prix du marché, de nombreux petits exploitants ne bénéficièrent pas pleinement de leurs investissements. Les arbres poussent lentement et exigent de l'attention et doivent être protégés pour produire des revenus. Le manque de capital et d'informations sur les prix pousse souvent les petits exploitants à abattre des arbres trop jeunes et à les vendre à des prix trop bas. Les petits exploitants doivent également faire face à des incendies fréquents, au manque de graines de bonne qualité et à de mauvaises connaissances techniques en termes de sylviculture et d'autres activités liées à leurs lots boisés. Face à ces défis, les petits exploitants ont voulu créer leurs propres associations d'arboriculteurs.

⁴² Les projets sont financés par le gouvernement finlandais à travers AgriCord, avec la FAO qui fournit un soutien supplémentaire.

⁴³ http://www.nordicforestry.org/article.asp?Data_ID_Article=4408&Data_ID_Channel=44

Il existe actuellement 17 associations d'arboriculteurs dans les hauts plateaux du sud, qui visent à fournir de la valeur ajoutée aux ressources forestières des petits exploitants en améliorant la qualité de leur production, en encourageant de meilleures pratiques forestières, en étendant les connaissances relatives au marché et aux affaires et en améliorant les réseaux et les activités de plaidoyer des petits exploitants forestiers. Près de 40 pour cent des membres des associations existantes de cultivateurs sont des femmes, bien que dans de nombreux villages les femmes ne possèdent pas de terres (ou ne savent pas qu'elles ont droit de les posséder).

La demande de bois d'œuvre provient de plusieurs centaines de scieries (la plupart d'entre elles sont de taille réduite) et d'usines de traitement de poteaux. Jusqu'à récemment, la plus grande partie des matières premières provenait des plantations du gouvernement, mais celles-ci se dégradent rapidement, car elles sont mal gérées.

Ce qui changera

Le projet se concentrera sur l'amélioration de trois domaines – prestation de services, capacité des lobbys et rentabilité des produits forestiers. Il vise également à créer un modèle pour d'autres associations d'arboriculteurs. L'accent mis sur la foresterie productive contraste avec les précédentes interventions qui s'intéressaient plus à la conservation et à la biodiversité. Il touchera 825 membres de 12 associations d'arboriculteurs et leurs familles (environ 4 500 personnes). L'association d'arboriculteurs Matembwe (UWAMIMA, acronyme Kiswahili) a été choisie comme organisme de jumelage et d'accueil (avec trois autres, en raison de ses bonnes performances et des progrès réalisés en matière de gestion des forêts. UWAMIMA a été créée en 2009 et enregistrée en septembre 2010. L'association compte 45 membres et près de 1 500 ha de parcelles boisées.)

L'association de gestion des forêts Päijät-Häme, du Centre-Sud de la Finlande, possède une grande expérience en foresterie technique. Elle peut également partager son expertise en développement des affaires, commercialisation des grumes, en récolte et en sylviculture. Beaucoup plus important que UWAMIMA, le partenaire finlandais possède 7 000 membres avec une surface forestière totale de 250 000 hectares. Il possède 42 employés permanents (professionnels des forêts et administrateurs) ainsi que 28 travailleurs forestiers. Päijät-Häme fournit un éventail complet de services à ses membres en Finlande, par le biais d'entrepreneurs forestiers bien équipés.

Le plus grand problème pour les membres d'UWAMIMA est le manque de capital, d'intrants et de graines. Le manque d'espèces pour les investissements sera résolu en accédant au Fonds forestier de la Tanzanie (qui dépend de la Division de la foresterie et de l'apiculture du Ministère des Ressources naturelles et du Tourisme) qui fonctionne depuis décembre 2011. Les activités viseront également la génération de revenus pendant la période de croissance de la récolte. D'autres sources de capitaux seront sollicitées auprès de banques et d'organisations de coopératives d'épargne et de crédit (SACCOS), et auprès de donateurs. Un programme de subventions sera aussi piloté.

Des faiblesses telles que la tendance à récolter des arbres pour affronter des situations d'urgence au lieu de suivre un plan, et la mauvaise connaissance des marchés, seront corrigées. Les informations sur les marchés et les systèmes de mesure seront fournies. Ces derniers sont particulièrement importants pour les cultivateurs qui ne savent pas comment calculer le volume (et par conséquent la valeur) du bois qu'ils vendent. L'organisation de ventes conjointes de bois aidera également les cultivateurs à obtenir des prix équitables. Les systèmes de mesure des grumes et des arbres devant être rigoureux, un partenariat avec Sokoine University à Morogoro est prévu.

Les incendies qui s'étendent souvent jusqu'aux parcelles boisées lorsque la paille est brûlée après la récolte peuvent entraîner des pertes dévastatrices. Dans le cadre du projet, des décrets locaux seront appliqués en ayant recours à des sanctions plus sévères. Des pare-feu efficaces seront construits, du matériel de lutte contre les incendies sera acheté, et les membres seront formés à la lutte contre les incendies.

Le manque de services de vulgarisation sera corrigé sur le court terme en embauchant un forestier. Les membres pourront acquérir des compétences techniques en matière de foresterie, pourront apprendre à mesurer le bois, et acquérir les notions de base du commerce du bois. Des activités de plaidoyer auprès des instances pertinentes seront déployées pour améliorer la disponibilité de semences de bonne qualité et de la bonne espèce pour la région.

Les clés du succès

- L'expérience pratique d'une association de gestion des forêts établie de longue date permet à un groupe récent de producteurs de se développer.
- Accent mis sur la génération de revenus pour des bénéfices tangibles.



AGRICORD



FARMERS
FIGHTING
POVERTY

- Création de liens vers des sources de crédit.
- Création d'un système d'information sur le marché.
- Dispositions prises pour protéger la jeune forêt contre les incendies.





AGRICORD



3: Plaidoyer et élaboration de politiques

Les questions forestières sont souvent traitées dans la presse, car les préoccupations au sujet de l'environnement, de la déforestation et des effets du changement climatique augmentent. Ces questions touchent directement les vies quotidiennes des petits producteurs forestiers, mais le public a rarement l'occasion d'entendre leurs voix et inquiétudes. S'ils créent ou se joignent à un groupement de producteurs bien organisé, le groupement pourra alors parler légitimement en leur nom. Les groupements de producteurs peuvent participer à l'analyse de la position actuelle, aider à fixer les programmes politiques et influencer l'élaboration des politiques.

Pour cela, les groupements de producteurs doivent se coordonner au mieux avec les autres acteurs. Ceci est lié aux activités de partenariat traitées en Section 2, qui contribuent elles aussi à générer un soutien étendu. Les groupements doivent aussi se réunir et échanger les points de vue de leurs membres. Ils doivent également interagir avec les responsables politiques de façon proactive afin que leurs positions soient prises en compte. Ces activités sont complexes, surtout pour les organisations qui espèrent grandir et se développer, et les changements au niveau politique sont souvent lents à survenir.

Les exemples ci-dessous montrent que le changement peut avoir lieu, quoique lentement, et améliorer le profil des petits producteurs forestiers.

Parler d'une seule voix – Afrique du Sud

Les plantations commerciales de l'Afrique du Sud, créées pour fournir les matières premières nécessaires à la construction, aux activités minières et industrielles, ne couvrent qu'un pour cent de la surface des terres. Les futaies naturelles n'en couvrent que 0,5 pour cent, les 'terres boisées' sont plus étendues, couvrant près de 30 pour cent du pays. Les personnes vivant en zones rurales récoltent de nombreux types de produits des forêts autochtones et des terres boisées – bois d'œuvre pour la construction des maisons et des palissades, des fruits comestibles pour le brassage, des écorces pour les cordes et les textiles, des produits médicinaux, du miel, des insectes, des champignons et d'autres plantes comestibles, le chaume, le fourrage et du matériel pour l'artisanat⁴⁴.

Il existe un fossé important entre ces utilisateurs des forêts et les investisseurs privés de la foresterie commerciale: ces derniers possèdent 70 pour cent des plantations forestières et pratiquement toutes les usines de traitement du bois. Le gouvernement sud-africain prend des mesures pour transformer l'industrie des produits ligneux, conformément à sa conviction que la croissance économique et la redistribution des richesses conduiront au développement. Le Département des affaires relatives à l'eau et à la foresterie veut introduire plus d'équité dans le secteur, et est conscient que la politique doit être modifiée pour répondre aux inquiétudes exprimées par les petites entreprises. Le gouvernement a créé pour cela une Agence pour le développement des petites entreprises (SEDA) qui offre des services non financiers aux petites entreprises à travers un réseau de bureaux. Les petits cultivateurs, grâce à leurs associations forestières, peuvent avoir accès à ces services très nécessaires.

Arrangements institutionnels

Une étude sur les associations de petite et moyenne envergure a montré qu'une des principales motivations ayant poussé à la formation de chacune de ces associations a été le désir de s'exprimer d'une seule voix en termes de pouvoir et d'influence de négociation sur les politiques gouvernementales (notamment les droits fonciers). Les associations font ressortir une vaste gamme de contraintes législatives, telles que les lois sur la propriété foncière, sur l'eau et l'environnement,

⁴⁴ Septi Bukula and Mzwanele Memani (2006). *Speaking with one voice: The role of small and medium growers' associations in driving change in the South African forest sector*. IIED.

les taxes foncières, et le salaire minimum. En ce qui concerne les questions commerciales telles que le crédit, le marketing, les prestations commerciales et l'assurance, les problèmes sont posés non par les lois, mais par les systèmes auxquels les petites entreprises ont du mal à accéder.

La plupart des membres de ces associations cultivent du bois à leur propre compte, car cultiver du bois en sous-traitance pour les grandes compagnies ne les satisfait pas. Ces petits cultivateurs doivent affronter de nombreuses contraintes telles que le manque de compétences commerciales auxquelles s'ajoutent les problèmes généraux de la pauvreté rurale et du chômage. Les associations aident leurs membres en vendant des produits à leur nom, en recherchant des possibilités de formation et en négociant de meilleurs contrats.

Forestry South Africa (FSA) est une importante organisation qui représente environ 1 300 cultivateurs commerciaux de bois et 20 000 cultivateurs récents. Ses membres contrôlent 93 pour cent de la surface de plantations du pays et FSA est considérée par le gouvernement comme l'entité représentant le pays. L'un des objectifs fondateurs de FSA était d'insérer le secteur émergent des petits arboriculteurs dans les principales activités de la foresterie, bien que l'organisation soit actuellement dominée par les grands cultivateurs: en 2006, parmi les 10 membres du comité, 5 d'entre eux représentaient de grands cultivateurs.⁴⁵

La FSA, en tant qu'organe de tutelle, acquiert et partage plusieurs types d'informations, couvrant la législation (comme le projet de Loi municipal sur les impôts fonciers et la Loi régissant les droits fonciers sur les terrains communaux), la recherche et le développement. Les interactions entre la FSA et les autres associations permettent de partager des informations utiles et précises. Les membres peuvent également partager leurs difficultés et trouver des solutions, et ces questions peuvent être abordées par les institutions pertinentes qui feront pression sur le gouvernement en ce qui concerne la législation.

Ce qui a changé

De nombreuses associations sont maintenant reconnues par le gouvernement et reçoivent un soutien financier et technique. Certaines opèrent indépendamment dans des conditions de concurrence loyale avec les grandes entreprises sur les marchés nationaux et internationaux. Ceci constitue un défi majeur pour les

⁴⁵ www.forestry.co.za



AGRICORD



petites associations de cultivateurs dans toute l'Afrique du Sud rurale, car les grandes entreprises ont tendance à dominer tous les aspects de la chaîne de valeur, notamment en fixant les prix des produits forestiers.

Les associations de petits cultivateurs jouent un rôle important dans leurs communautés, bien que la nature de ce rôle soit en train de se modifier. Ayant été, en grande partie, créées en tant que bénéficiaires passifs du soutien de grandes compagnies, du gouvernement et d'autres prestataires de services, elles désirent maintenant renforcer leur pouvoir de négociation et exercer plus d'influence sur le secteur du bois et sur les possibilités qu'il offre pour améliorer la qualité de la vie en zones rurales.

Un réseau de groupements d'utilisateurs se fait le porte-parole de ses membres – Népal

Le Népal fut le pionnier de la foresterie communautaire. Confrontés à la menace du déboisement rapide conduisant à une érosion grave de sa topographie montagneuse spectaculaire, les groupements locaux ont planté et entretenu des arbres pendant des décennies. FECOCUN, le réseau formel de groupements d'utilisateurs forestiers existe depuis 1995. La fédération a été formée à l'origine pour servir de porte-parole aux petits utilisateurs dans les processus politiques, puis s'est transformée en une organisation sociale de 8,5 millions d'utilisateurs forestiers.⁴⁶

La Loi sur les forêts de 1993 fournit un cadre juridique pour les groupements d'utilisateurs des forêts communautaires au Népal. D'autres groupements d'utilisateurs qui dépendent des ressources forestières au niveau local peuvent également s'y joindre, et il existe actuellement 13 000 membres affiliés à des groupements. Trente employés de FECOFUN sont basés à Katmandu, sans compter ceux qui travaillent en grand nombre dans plus de 250 bureaux de district.

Les activités de FECOFUN sont les suivantes:

- Soutient les antennes de district et les membres des groupements d'utilisateurs de forêts communautaires. Cela peut consister à préparer ou à réviser les constitutions écrites et les plans opérationnels, en faisant office de médiateurs entre les groupements d'utilisateurs et d'autres parties intéressées, et en soutenant les activités rémunératrices.
- La formation dans de nombreux domaines,

notamment dans celui de la bonne gouvernance, des compétences en matière de prises de responsabilité, des politiques relatives à la foresterie communautaire et les dispositions juridiques, de la gestion et de l'utilisation des forêts communautaires, de la récolte et de la commercialisation de produits non ligneux, des méthodes d'inventaire des forêts, de l'environnement et de la biodiversité.

- La publication et la distribution de documents de politique générale et des exemplaires de la législation de la foresterie du Népal.
- Sauvegarder les droits des utilisateurs des forêts en ayant recours à des procès le cas échéant.

La fédération a également participé à/aux:

- Programmes d'autonomisation des femmes et de formation de responsables;
- Fourniture de conseils et d'assistance juridique;
- Plaidoyer national et lobbying;
- Collaboration avec les chercheurs et les universitaires;
- Interaction avec les membres du parlement, avec les partis politiques et les dirigeants nationaux;
- Formation d'un réseau national de producteurs de produits forestiers non ligneux.

Les clés du succès

- Après s'être étendue pratiquement dans tout le pays, la fédération essaye constamment d'améliorer les services qu'elle offre à ses membres.

46 www.fecofun.org

Se faire le porte-parole de la foresterie locale

Le Groupe des Three Rights Holders, G3, rassemble trois réseaux mondiaux de populations qui dépendent des forêts, qui à eux trois gèrent un quart des forêts de la planète. Les trois alliances (l'Alliance mondiale de foresterie communautaire, l'Alliance internationale des populations autochtones et tribales des forêts tropicales et l'Alliance internationale des forêts familiales) forment le réseau G3 qui coopère à la promotion d'une foresterie contrôlée localement et à la gestion durable des forêts.⁴⁷

L'alliance remplit plusieurs rôles de promotion et de plaidoyer:

- Défendre les droits des propriétaires et des utilisateurs familiaux des forêts vis-à-vis des autorités et des acteurs du marché.
- Promouvoir la foresterie contrôlée localement et souligner son impact positif sur la gestion durable des forêts, les moyens d'existence ruraux, la couverture forestière, et la disponibilité d'une gamme étendue de produits forestiers et de services de l'écosystème.
- Participer activement aux forums internationaux sur la politique forestière.

Promouvoir la foresterie auprès des décideurs – République tchèque

Une législation désuète héritée de la période communiste a causé de nombreux problèmes lorsque les terres ont été transférées à leurs propriétaires initiaux en République tchèque.⁴⁸ Les propriétaires décidèrent de s'organiser afin de renforcer leur position à l'égard de l'Entreprise forestière d'État qui dominait alors. L'Association des propriétaires forestiers municipaux et privés (SVOL) commença par des membres provenant uniquement des communautés et des villes, mais d'autres catégories de propriétaires non étatiques purent y adhérer ultérieurement. SVOL est maintenant l'association de propriétaires forestiers la plus importante ayant succédé aux changements politiques de 1989. Elle possède plus de 1 000 membres qui gèrent environ 360 000 ha de forêts (environ 14 pour cent de la sur-

⁴⁷ www.g3forest.org

⁴⁸ Weiss, G. et al. (2012). *Success Cases and Good Practices of Forest Owners' Organizations in Eastern European Countries Draft Report/Projet de rapport sur les études de cas et bonnes pratiques des organisations de propriétaires forestiers dans les pays de l'Europe orientale. Institut européen des forêts. Institut européen des forêts.*

face forestière du pays).

L'organisation a joué un rôle décisif dans la modification de la législation concernant la réforme terrienne, garantissant que les coopératives forestières soient rendues correctement à leurs précédents propriétaires. Elle a également garanti que les communautés reprennent possession de leurs forêts historiques dans les parcs nationaux, avec les routes et les bâtiments qui leur étaient associés. En établissant une structure régionale, elle a pu se concentrer sur les questions locales particulièrement importantes et augmenter la participation des membres.

SVOL a eu pour tâche principale de participer à la formulation des politiques et de s'exprimer sur l'importance des droits de propriété. Elle a attiré l'attention sur les avantages sociaux, économiques et environnementaux que confèrent les forêts communautaires et privées pour la stabilité et le développement des zones rurales. Elle a aussi amélioré les normes de gestion des forêts et soutient la certification PEFC. Jusqu'à récemment, le secteur forestier a été largement ignoré par les législateurs, il est donc vital de les sensibiliser si les propriétaires forestiers doivent jouir d'un environnement politique favorable.

Améliorer les services

SVOL aspire également à établir une coopération plus étroite avec les instituts de recherche. L'accès à des données et des chiffres donnera du poids aux activités de lobbying.

Améliorer le profil de la foresterie – Mali

Au Mali, l'organisme de tutelle AOPP (Association des Organisations professionnelles paysannes) existe depuis 1995. Elle s'efforce principalement d'établir des connexions entre les groupements de producteurs, les syndicats, les autorités nationales et les prestataires de services techniques locaux. En identifiant les domaines d'intérêt commun, elle encourage la collaboration entre des agriculteurs de milieux différents. Les réunions et les échanges internationaux sont également importants pour établir la confiance et la compréhension. Ces différentes activités contribuent à un dialogue fertile sur les façons de promouvoir le secteur rural et les besoins des petits exploitants agricoles.

Depuis 2008, l'AOPP met en œuvre des activités forestières dans le cadre de Forest Connect qui est soutenu par la FAO. Forest Connect au Mali a été créé en



AGRICORD



partenariat avec les ministères nationaux pertinents, les ONG, ainsi que des groupements d'entreprises forestières de petite et moyenne envergure. L'AOPP a été choisie comme centre de liaison pour le Mali, car ses membres lui garantissent une bonne couverture nationale – plus de 200 organisations paysannes de différents types et tailles. Les objectifs de Forest Connect correspondent à ceux de l'AOPP, et consistent à améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles maliens en améliorant l'accès aux marchés, en les liant aux prestataires de services, en leur offrant des formations et des informations et en exerçant des pressions en leur nom.

Pour mieux comprendre le système et les questions de développement associées aux petites entreprises forestières (en se concentrant sur les produits non ligneux importants du pays), l'AOPP a commissionné des recherches sur ses organisations membres (particulièrement sur celles travaillant avec les produits de la forêt) et sur la politique forestière nationale actuelle. Ces informations ont été utilisées pour rédiger un document de travail sur la façon dont la législation sur les ressources forestières naturelles se rapporte aux besoins des communautés rurales. Une réunion nationale sur la politique forestière a ensuite été organisée pour réunir les parties intéressées et décider de la manière la plus efficace de gérer l'utilisation durable des ressources forestières non ligneuses. La réunion a servi de base à un mémorandum sur les produits forestiers non ligneux.

Ce qui va changer

- Le gouvernement devient de plus en plus conscient des préoccupations des groupements d'entreprises forestières et de la façon d'en tenir compte lorsqu'il rédige et met en œuvre ses politiques.
- Les recommandations du mémorandum sur les produits forestiers non ligneux sont les suivantes:
- Mise en place de programmes de formation pour les petites entreprises forestières;
- Soutien de l'état pour ces entreprises à travers des programmes liés au changement climatique;
- Mise au point d'une législation qui reflète les pratiques traditionnelles;
- Traduire toutes les lois pertinentes dans les langues locales;
- Mise en place d'un cadre fonctionnel entre ceux qui participent à la promotion des produits forestiers non ligneux au Mali et ceux de pays éloignés.

Aider un petit groupement à négocier – Ouganda

Le Kamusjime Memorial Rural Development Pilot Scheme (Projet pilote de développement rural du Kamusjime Memorial) est une initiative communautaire de plantation d'arbres dans le sud-ouest de l'Ouganda⁴⁹. Le groupement constitué de 20 membres, en majeure partie de femmes, a planté plus de 250 ha avec le soutien du Sawlog Production Grant Scheme (SPGS, décrit en détail en Section 2). Mais la compagnie électrique nationale avait l'intention d'installer une ligne à haute tension qui traverserait les plantations. Kamusjime considérait que la compensation offerte par le gouvernement pour les pins et les eucalyptus de 7 ans qui auraient dû être abattus était insuffisante. Ils demandèrent alors à leur organisation de tutelle, l'Association d'arboriculteurs ougandais (UTGA) de les soutenir. Une équipe de l'UTGA se rendit dans la région et calcula le taux de rendement réaliste des arbres. Armée de ces chiffres, Kamusjime était mieux équipée pour négocier une meilleure compensation de la part de la compagnie électrique.

Les associations d'agroforesterie forment un comité national – Kenya

Au Kenya, 'l'agroforesterie' est le terme juridique qui désigne les arbres plantés par les petits exploitants sur leurs propres terres. Mais jusqu'à récemment, les associations d'agroforesterie ne possédaient aucun organe de tutelle. Pour compenser cette insuffisance, une réunion à Nairobi rassembla les représentants de ces associations et d'autres parties intéressées.⁵⁰ Les associations déclarèrent que leurs membres espéraient bénéficier d'une meilleure coopération. Il fut convenu que l'agroforesterie pouvait améliorer les moyens d'existence ruraux tout en contribuant à la conservation de l'environnement et à une augmentation de la couverture forestière.

La politique forestière du Kenya fut analysée. Les aspects considérés positifs furent les suivants: la proposition d'améliorer le matériel végétal, un régime fiscal favorable à l'agroforesterie, et des dispositions pour

⁴⁹ Sawlog Production Grant Scheme newsletter, décembre 2011-mai 2012. no. 34/35.

⁵⁰ Le service forestier du Kenya, les Ambassades suédoise et finlandaise, la FAO, Forst Action, la Fédération nationale du Kenya de producteurs agricoles (KENFAP) et le Forum africain des forêts.

le paiement des services écologiques. Les aspects considérés insatisfaisants furent les suivants: les associations aimeraient voir leurs capacités renforcées, bénéficier de services de vulgarisation et participer plus activement à la formulation des politiques. Les arboriculteurs ne sont pas représentés au Conseil du Service forestier du Kenya, à la différence des propriétaires de scieries. Le besoin d'obtenir une permission officielle pour déplacer des produits ligneux, et les délais nécessaires à l'obtention de ces permis constituaient des obstacles pour les producteurs forestiers. Finalement, les représentants signalèrent qu'il n'était pas facile d'obtenir les documents politiques sur place, et qu'ils avaient du mal à obtenir des facilités de crédit.

Cette réunion s'est conclue avec la formation du Comité national des associations de petits sylviculteurs d'exploitations agricoles. Cette coopération indépendante avec la société civile entre associations de petits producteurs sylvicoles vise à aider les associations à échanger des expériences et à contribuer à la politique forestière nationale du point de vue de l'agroforesterie.



AGRICORD



FARMERS
FIGHTING
POVERTY





AGRICORD



4: Développer des opportunités commerciales

Améliorer la productivité et le rendement des petites exploitations familiales agricoles est essentiel pour renforcer le développement rural. Les petits exploitants forestiers ne peuvent investir à long terme dans la production forestière sans s'attendre à des rendements satisfaisants. Mais les producteurs forestiers qui sont souvent des petits exploitants agricoles vivant dans des zones rurales éloignées risquent d'être isolés physiquement, économiquement et institutionnellement des marchés, des informations et des nouvelles idées. Il existe d'autres difficultés: les parcelles boisées sont souvent situées sur des sols appauvris dans des régions éloignées, trop pauvres pour être cultivés, les semis peuvent être de mauvaise qualité et la récolte est souvent anticipée pour fournir des flux de trésorerie d'urgence.

Les organisations de producteurs peuvent aider les petits exploitants à briser ce cycle de pauvreté en fournissant des services ou des liens directs avec les prestataires de services. Elles peuvent permettre aux petits producteurs d'accéder aux marchés et aux transports grâce à des économies d'échelle. Elles peuvent aussi aider les membres à établir des « business plans » bankables, à nouer des liens avec les prestataires de services financiers. Parmi d'autres activités envisageables, on peut citer: la formation des familles de petits propriétaires à la planification financière et à la gestion, la promotion d'activités forestières que les femmes peuvent effectuer aussi profitablement que les hommes. Par le biais de réseaux d'associations locales, les organisations peuvent partager de nouvelles idées, des technologies appropriées et d'autres conseils.

Jusqu'à récemment, les initiatives concernant le développement des petits exploitants agricoles ou des habitants des forêts, se sont largement concentrés sur la façon dont ils pouvaient augmenter les revenus qu'ils tiraient des produits forestiers non ligneux (bois de chauffe en branches, plantes médicinales, feuilles, fruits, etc.). De telles entreprises peuvent être créées sur une petite échelle et sont peu gourmandes de technologies coûteuses. Mais il en va autrement dans le cas de l'arboriculture destinée aux poteaux et au bois d'œuvre. Les économies d'échelle nécessaires pour acheter et entretenir les machines de récolte et de traitement du bois rendent ces activités inaccessibles aux petits cultivateurs. Même une scie à chaîne est un investissement important, et ce genre d'équipement doit être régulièrement entretenu, avec un approvisionnement garanti de pièces de rechange et un opérateur qualifié.

Mis à part ces difficultés pratiques, la décision de créer une entreprise forestière aura des implications sérieuses pour les petits exploitants agricoles, car les arbres mettent plus de temps que les récoltes agricoles à devenir rentables. Par ailleurs, le fait que les arbres puissent être incorporés dans des espaces relativement réduits signifie que les agriculteurs peuvent continuer à tirer des revenus de leurs activités agricoles jusqu'au premier flux de trésorerie provenant des activités forestières.

La foresterie familiale fournit du bois d'exportation – Suède

La Suède ne possède que 0,6 pour cent du domaine forestier mondial, mais contrôle 5 pour cent des coupes annuelles mondiales durables, et a capté 10 pour cent du marché mondial des exportations de bois en termes de volume. Cependant, une grande partie des forêts est possédée et gérée par des petits propriétaires. Ce succès est dû à une tradition de contrôle et de responsabilité locaux, à laquelle s'allient des réglementations raisonnables.

Les forêts recouvrent 70 pour cent des terres en Suède. La moitié de cette surface est occupée par des forêts familiales privées que possèdent 330 000 particuliers, dont 125 000 sont des femmes.⁵¹ Les forêts suédoises étaient très dégradées il y a de cela un siècle, mais une loi en 1903 a garanti de nouvelles plantations et une gestion durable. Le volume sur pied des forêts autrefois dégradées a maintenant doublé.⁵² L'Agence suédoise des forêts, établie en 1905, applique une politique forestière qui attribue la même importance à la production et aux objectifs environnementaux. Des lois simples décrètent que les droits des propriétaires sont supplantés par la valeur des forêts en tant que biens publics. Les arbres ne peuvent être abattus sans permission, et les propriétaires doivent les replanter par la suite. Les plantations de jeunes arbres ne peuvent en aucun cas être abattus, bien que l'élagage pour des raisons de sylviculture soit accepté. Les sanctions comprennent des avertissements et des amendes. Le gouvernement a le droit de replanter une zone abattue illégalement et de se faire rembourser les coûts par le propriétaire ou de confisquer la propriété. Le contrôle local ne confère pas de droits inaliénables.

La loi prévoit également des dispositions environnementales, et le public a le droit d'accéder à des forêts privées pour cueillir des baies ou des champignons. Les populations autochtones Sami ont le droit de faire paître leurs rennes dans les forêts, normalement à la suite de négociations avec les propriétaires forestiers.

Près de la moitié des propriétaires forestiers privés de la Suède adhèrent à l'Association des forêts familiales dont l'origine remonte au début du XXe siècle, lorsque les petits propriétaires formèrent des associations pour défendre et créer un marché équitable. Il existe

51 Elson, D., 2012. *The Forests Dialogue: Investing in locally controlled forestry (draft)*.

52 La Suède a une population d'environ 9 millions d'habitants.

53 Palmér, C. H. (sans date). *Small-scale private forestry in Sweden*. Areca Information. chp@areca.se

maintenant quatre associations forestières régionales (qui ont entre 13 000 à 51 000 membres). La plus importante dans le sud de la Suède est totalement intégrée, avec cinq usines de pâtes à papier, huit scieries et une chaîne pour les produits ligneux transformés qui utilisent la plus grande partie du bois de ses membres. Elles sont organisées en coopératives dont la tâche principale est d'aider les membres à cultiver les arbres, à les récolter et à les vendre. Elles participent également à la vulgarisation, à la formation, aux politiques locales et fournissent des conseils professionnels.

Les membres des associations décident généralement de déléguer la récolte du bois. L'association embauche un entrepreneur, et il existe plusieurs manières de calculer la valeur du bois. Dans la plupart des régions, il existe quatre ou cinq grands acheteurs qui se concurrencent pour acheter le bois (association de propriétaires forestiers, grandes compagnies forestières et scieries indépendantes).

Clés du succès

- Des droits fonciers solides et clairs.
- Soutien de l'état à long terme (services de vulgarisation et subventions pour la construction de routes, drainage, etc.).
- Coopération au sein et entre les associations de propriétaires forestiers.
- Industrie rentable dont les bénéfices suffisent pour investir dans la sylviculture.
- Un système indépendant de mesure du bois.

Unir les forces dans une exploitation agricole dont les actions sont partagées – Chine

Les sylviculteurs chinois doivent faire face à trois problèmes importants depuis la réforme du régime forestier. Bien qu'ils gèrent désormais les terres forestières, les agriculteurs n'ont pas nécessairement les moyens d'affronter les coûts élevés de la plantation ou de la replantation d'arbres pour une productivité continue. En effet, un grand nombre de jeunes agriculteurs quittent leurs familles à la recherche d'emplois rémunérés ailleurs, laissant derrière eux une main-d'œuvre principalement féminine et âgée. Et finalement, la longueur du cycle de gestion et les risques plus élevés inhérents à la sylviculture signifient que de nombreux agriculteurs individuels hésitent à s'engager dans la foresterie, ou sont simplement tentés d'obtenir un gain à court terme en vendant ou en louant leurs



AGRICORD



terres aux investisseurs.⁵⁴

Une option de remplacement, qui maintient les bénéfices potentiels dans la région, a été tentée et testée par la ferme Lingsi aux actions partagées dans le village de Chafu, de la Province du Fujian. Sous le dirigeant local, Chen Kongzhi, les terres forestières furent mises en commun sans en transférer la propriété. Cela rassembla des personnes possédant des terres et d'autres ayant de l'argent à investir dans un système de coopérative, leur permettant ainsi de bénéficier d'économies d'échelle.

Les intérêts à long terme des petits agriculteurs sont protégés, et ils plantent leurs arbres avec plus d'enthousiasme. Les agriculteurs et les femmes plus âgés ont aidé l'équipe professionnelle à planter des arbres, ce qui a créé des emplois pour ces secteurs de la société. Le chef de la coopérative avait déjà une grande expérience dans le domaine de la foresterie, et possédait déjà du matériel et une équipe pour les plantations. L'accent mis sur les pépinières forestières locales a également amélioré le taux de survie des semis. La ferme Lingsi aux actions partagées possède maintenant suffisamment de fonds et d'expertise technique pour améliorer le taux de survie des semis. Elle s'occupe également de culture intercalaire, de lutte contre les incendies et de biodiversité.

Les forêts génèrent désormais des revenus pour les petits agriculteurs, et le projet s'est aussi dégagé des limites inhérentes aux petits modèles. Chen Gongzhi a utilisé son propre capital pour se transformer en un projet réunissant plusieurs villages. L'organisation qui possédait 20 actionnaires en 2001, dix ans plus tard, en possède 200.

Clés du succès

- Les innovations correspondent aux exigences des exploitants agricoles.
- Le gouvernement a soutenu et guidé le projet
- Direction prise par un particulier qui avait déjà une expertise dans ce domaine.

Faiblesses

Le groupement qui veut acquérir une stabilité et une durabilité à long terme doit améliorer son organisation interne. Avec de meilleures réglementations et une

⁵⁴ *Projet de rapport FAO (2012). Success Cases and Good Practice of Forest Farmer Cooperative Organizations in China/ Cas exemplaires et bonnes pratiques des organisations de coopératives d'agriculteurs forestiers en Chine.*

gouvernance démocratique, on peut espérer que l'organisation survivra à son fondateur.

Augmenter la valeur des terres plantées d'acacias – Vietnam

Le Vietnam a adopté une nouvelle stratégie forestière et remet des terres gérées par l'état aux petits propriétaires avec des baux de 50 ans, en espérant que la foresterie familiale générera de nouveaux revenus pour les petits exploitants agricoles. Le pays fait partie des dix premiers producteurs mondiaux de produits ligneux, et exporte 90 pour cent des meubles qu'il produit. Mais 80 pour cent des matières premières doivent être importées. Une hausse de l'offre domestique profiterait à la fois au pays et aux arboriculteurs, si la qualité du bois local peut être améliorée et certifiée. Le prix des grumes de sciage dont on certifie qu'elles proviennent de forêts durables peut être deux fois plus élevé que le prix du bois non certifié.

L'acacia (principalement *A. mangium*) est l'arbre le plus communément planté par les petits exploitants. Il est facilement acheté par les usines qui produisent des copeaux pour la production de pâte à papier, mais jusqu'à récemment les intermédiaires se sont arrogés la plus grande part des bénéfices. Un projet pour soutenir la mise en place de plusieurs groupes de services forestiers faisant partie des coopératives agricoles a des impacts déjà tangibles, bien qu'il ne soit actif que depuis peu de temps.⁵⁵

À travers un partenariat de jumelage avec une association de gestion forestière finlandaise, des groupes de services forestiers furent mis en place. Le projet qui se concentre sur les coopératives agricoles qui étaient bien installées, mais qui n'offraient pas encore de services forestiers, couvre le développement organisationnel, le renforcement des capacités, le développement institutionnel, l'amélioration de l'efficacité forestière, etc.

Un voyage d'études de dix jours en Finlande fut suivi d'un atelier de mise en route, et les membres furent ensuite formés à la production d'arbres, aux techniques de production en pépinière et en marketing. Les parcelles de démonstration furent organisées et des levés cadastraux et forestiers furent effectués. La formation consistait à montrer comment gérer les parcelles forestières familiales et coopératives, à faire connaître la chaîne de valeur de l'acacia et expliquer le système de certification du bois.

⁵⁵ *AgriCord (2012). Evidence of Impact 2012. Louvain, Belgique.*

Ce qui a changé

Les coopératives et les agriculteurs commencent à prendre conscience de l'aspect commercial de la foresterie. Ils savent que les grumes peuvent être vendues à un prix beaucoup plus élevé que les petites tiges qui ne peuvent être utilisées que pour les copeaux de bois. Les prix sont affichés sur le site Web de la coopérative afin que les membres puissent surveiller le marché. Les agriculteurs devront réussir à se passer du bénéfice produit par la forêt pendant une période de 8 à 10 ans avant de pouvoir récolter les arbres.

Stimuler la production de bambou – Chine

Le village de Shanzou possède environ 400 hectares de forêts de bambou qui alimentent une industrie florissante du bambou. Les différentes installations et le développement économique général exigent une main-d'œuvre croissante, qui ne permet pas à la forêt de bambous d'avoir les effectifs suffisants. Afin de gérer la forêt correctement et de protéger l'offre de matières premières, le secrétaire du village et d'autres personnes ont créé la coopérative de bambou Shanglin Moso aux actions partagées. La coopérative évalue la production de bambou et la convertit en actions: 5 000 kg de bambou pendant deux ans équivalent à une action.

Au début, 42 familles d'agriculteurs décidèrent de s'y joindre. Les membres confient toutes leurs terres à la coopérative afin qu'elle puisse établir une base productive solide. L'organisation est démocratique, avec un conseil de directeurs élu par ses membres, et la coopérative emploie des professionnels pour administrer et gérer l'entreprise, et commercialiser le bambou. Tous les membres partagent les profits et les risques, et peuvent chercher une activité salariée autre part, car ils n'ont plus la responsabilité de gérer leurs propres parcelles de terres forestières.

La coopérative a fait de l'argent. Les membres reçoivent des dividendes en tant qu'actionnaires, mais ils tirent également un profit de leurs salaires en usine ou de leurs propres petites entreprises rurales qu'ils ont créées, par exemple des hôtels ou des chambres d'hôtes. Les membres ayant un niveau de revenu de 20 % supérieur à ceux des non-membres, le nombre d'adhérents n'a pas cessé d'augmenter. Désormais, la moitié de toutes les terres à bambou du village sont administrées par la coopérative, et 60 pour cent des villageois adhèrent à la coopérative. Les régions avoisinantes n'ont pas mis beaucoup de temps à remarquer et reproduire ces bénéfices: il existe maintenant 16

coopératives similaires dans le comté avec plus de 1 000 membres. Cinq cents emplois à long terme ont été créés. Plus de 20 coopératives professionnelles de foresterie agricole dans le domaine du bambou, des pousses de bambou et d'autres espèces d'arbres commerciaux sont apparues.

Clés du succès

- Les revenus des membres ont augmenté, et le nombre d'adhérents se multiplie
- La coopérative possède un bon mécanisme de réinvestissement, selon lequel 60 pour cent des profits sont affectés au développement futur. Les 40 pour cent restants sont distribués parmi les actionnaires.
- Elle utilise pleinement les ressources gouvernementales disponibles pour soutenir de telles organisations. Ainsi, le département de l'agriculture soutient financièrement l'amélioration des infrastructures, de sorte que la coopérative a construit près de 10 km de routes forestières, un pont et un système d'irrigation couvrant près de 30 ha.
- Améliorer les infrastructures contribue à plus d'efficacité et à réduire les coûts de la main-d'œuvre, ce qui se traduit par des revenus supérieurs pour la coopérative.

Utiliser des arbres comme garanties subsidiaires – Chine

Cinq agriculteurs forestiers du village de Hongtian, à Yonggan City, manquaient de fonds de roulement et devaient affronter des risques élevés pour gérer leurs terres boisées en tant que particuliers. Dans une telle situation, les propriétaires forestiers sont tentés de générer des espèces en abattant des arbres en cours de croissance au lieu d'attendre qu'ils deviennent adultes et atteignent leur valeur maximale. Sans un système pour évaluer les jeunes arbres et emprunter de l'argent en les utilisant comme garantie, les agriculteurs n'ont aucune autre manière de dégager des revenus.

Selon ce système les cinq agriculteurs n'abattent pas leurs arbres et créent l'exploitation forestière aux actions partagées Dongsheng, qui regroupa leurs ressources agricoles en une seule entité. Lorsque l'exploitation agricole aux actions partagées fut établie, ils purent utiliser leurs arbres en cours de croissance comme garantie pour emprunter aux coopératives de crédit locales. Les prêts furent utilisés pour soumissionner d'autres exploitations forestières agricoles, pour créer une unité qui pourrait soutenir une usine de traitement et ajouter de la valeur au bois récolté.



AGRICORD



Créée en juin 2004, l'exploitation forestière aux actions partagées est devenue rapidement opérationnelle et a pu étendre la chaîne industrielle en créant une usine, comme prévu. Fin 2005, l'exploitation forestière occupait 650 ha dans plus de 20 villages. Les cinq agriculteurs furent prêts dès le début à coopérer, et à conclure des accords souples pour leurs prises de décisions conjointes et pour partager (ou réinvestir) leurs revenus. Leurs revenus annuels ont maintenant plus que doublé.

Défis

Ce modèle sera stable à condition que la forêt continue à produire des quantités prévisibles de bois. La protection de la forêt est donc cruciale dans ce cas.

Des petits propriétaires créent des entreprises forestières pionnières – Guatemala

La plupart des personnes vivant dans la région de Peten au Guatemala n'ont pas suffisamment de nourriture, et plus d'un tiers des enfants souffrent de malnutrition chronique. Cela a tout l'air d'un paradoxe dans une région aux nombreuses forêts tropicales, mais l'isolement des communautés des marchés explique pourquoi elles n'ont que peu de possibilités de profiter de la forêt et de ses bienfaits.

Conscient du problème, le gouvernement du Guatemala a mis en place deux programmes de financement pour encourager la gestion durable des forêts. Le premier cible le grand secteur forestier commercial et le second les petits propriétaires forestiers. Le second Programme PINPEP qui s'adresse spécifiquement aux particuliers possédant moins de 15 ha, a pour objectif de toucher plus de 400 000 personnes. Sa création est une conséquence directe des pressions exercées avec succès par l'Alliance nationale des organisations de forêts communautaires, un groupement coordinateur formé spécifiquement pour s'exprimer au nom des petits propriétaires autochtones et des difficultés qu'ils affrontent.

Arrangements institutionnels

Malgré l'aide importante du gouvernement, les planteurs d'arbres au Guatemala sont toujours confrontés à des difficultés. Ils doivent identifier les marchés locaux et extérieurs appropriés pour le bois de plantation, et surmonter leur isolement des marchés. Les planteurs d'arbres doivent être mieux liés les uns aux autres, mieux liés aux consommateurs et aux marchés, aux

prestataires de services financiers et de développement commercial, et aux décideurs politiques.

À cette fin, le Mécanisme de la FAO pour les Programmes forestiers nationaux et les Growing Forest Partnerships au Guatemala ont commencé à soutenir un groupement de près de 200 reforestadores (planteurs d'arbres) à San Francisco Peten en avril 2011. Il s'agissait alors d'améliorer leurs compétences et leur accès aux marchés, et d'augmenter les revenus de la communauté. Cet objectif a été atteint en créant une entreprise de produits ligneux nommée Red Forestando Chachaklum, mise sur pied par six communautés forestières qui possèdent et gèrent près de 1 084 ha de forêt plantée.

L'élagage et l'éclaircissage sont des activités sylvicoles nécessaires à un bois de bonne qualité. Un groupement de planteurs a été formé dans ce but, économisant des coûts considérables à l'entreprise. Ils réduisirent également les coûts en organisant une équipe de particuliers et en les payant pour effectuer toutes les opérations de transport dans la plantation et pour charger le bois sur les véhicules transportant le bois. La bonne gestion des plantations permet ainsi d'augmenter la valeur de la récolte finale, et de fournir un filet de sécurité pour le futur.

Ce qui a changé

Autrefois, les planteurs d'arbres de la communauté vendaient la plus grande partie de leur production aux propriétaires de camions (surnommés localement 'coyotes') qui fixaient les prix 'à prendre ou à laisser'. Ils pouvaient dicter leurs termes, car ils étaient les uniques acheteurs prêts à prendre les petites quantités produites par les planteurs individuels – les acheteurs potentiels de plus grande envergure n'avaient aucun intérêt à tenter de négocier avec des groupements de vendeurs variés et fragmentés.

La nouvelle entreprise forestière a complètement changé la donne, et le collectif de planteurs d'arbres peut désormais traiter directement avec de plus grandes compagnies. Des usines de panneaux de bois aggloméré sont prêtes à établir des contrats équitables, et à long terme, pour lesquels des négociations commerciales sont en cours. Le cycle de l'isolement est brisé.

Le succès n'a pas eu lieu du jour au lendemain. Les partenaires du développement ont déployé une gamme d'activités pour soutenir la création de l'entreprise.⁵⁶

⁵⁶ Le coût total du soutien, notamment l'embauche de consultants,

Mais le succès de ces activités a poussé le Guatemala à le reproduire dans le cadre d'un programme national complet. L'administration nationale des forêts, INAB, a créé un département industriel et commercial (Unidad de Industria y Comercio) pour soutenir la formation d'autres organisations de producteurs dans d'autres régions du pays. Une nouvelle organisation de producteurs est en cours de formation à Alta Verapaz, où plus de 900 familles gèrent et possèdent collectivement plus de 1 700 ha. Bien que les travaux initiaux décrits ci-dessus aient été soutenus par des donateurs qui embauchèrent un consultant national et un expert international pour surveiller la création de l'entreprise, toutes les activités ultérieures sont financées et soutenues entièrement par INAB.

Les clés du succès

- Les financements du gouvernement sont destinés spécifiquement aux petits producteurs.
- Soutien de la part des partenaires du développement.
- Amélioration des techniques de sylviculture pour augmenter la valeur du bois.
- Réduire les coûts en formant les membres du groupe à effectuer certaines des opérations de sylviculture.
- Agrégation des coûts de la récolte et du transport.

Les groupements communautaires fabriquent des palettes à partir de bois certifié – Mexique

L'initiative verte « Reforestamos Mexico » (reboiser le Mexique) a démarré en 2002, en se concentrant sur des projets de conservation et de reboisement. Près d'un tiers des terres du Mexique sont couvertes de forêts, et Reforestamos s'est engagé à maintenir les forêts et les jungles en bonne santé écologique tout en renforçant le capital social.⁵⁷

Les forêts mexicaines génèrent des millions de dollars chaque année, sous forme de bois, de produits forestiers non ligneux et de services environnementaux. Près de 95 pour cent des forêts appartiennent à des petits propriétaires, et une partie de l'initiative Reforestamos s'efforce de réduire le fossé qui sépare les secteurs rural et urbain et de promouvoir des conditions qui encourageront des pratiques commerciales 'vertes' et équitables.

⁵⁷ L'organisation de réunions, les frais juridiques pour la création de l'entreprise et toutes les autres activités se montaient à 80 000 USD.
www.mexicotoday.org et www.reforestamosmexico.org

Reforestamos travaille depuis 2005 avec des groupements communautaires, dont un grand nombre est autochtone. L'importance du développement du capital social ne faisait aucun doute, mais il était cependant vital que les petits propriétaires forestiers soient capables de tirer des bénéfices des ressources de leurs forêts. L'accent a donc été placé sur le développement des compétences locales, en rendant les opérations forestières à la fois rentables et durables, en encourageant la certification du bois et en stimulant la responsabilité sociale des entreprises forestières.

Accords institutionnels

La Corporation forestière Pino Real, enregistrée dans le cadre de la Loi mexicaine en tant que collectivité rurale en janvier 2012, est une initiative récente soutenue par Reforestamos.⁵⁸ La corporation regroupe les ressources et la capacité de production⁵⁹ de plusieurs petites coopératives (ejidos) pour fournir des produits forestiers certifiés (actuellement des palettes) aux marchés spécialisés. Les groupements faisant partie de l'association possèdent à eux seuls une surface totale d'environ 68 500 ha de forêts d'usage commun, et ils possèdent tous une accréditation du Conseil de gestion des forêts (FSC).

Avec les machines et l'équipement dont ils ont besoin pour produire des produits de valeur supérieure à celle produite actuellement par les particuliers, l'entreprise devrait pouvoir créer des emplois, développer des compétences, et améliorer la qualité de vie des partenaires et des employés. L'augmentation du nombre d'adhérents facilitera l'approvisionnement en matières premières, et il est prévu de diversifier la gamme de produits pour exploiter si nécessaire les possibilités offertes par les marchés.

La nouvelle société est dotée de plusieurs mécanismes du contrôle des pouvoirs. Les plans de travail et les opérations sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale des membres, et il existe un conseil de directeurs qui effectue un examen approfondi des rapports annuels et de la comptabilité. Un conseil de supervision garantit que les contributions sociales soient investies judicieusement.

Ce qui a changé

En 2011 la société a vendu plus de 45 500 palettes fabriquées avec du bois certifié. L'échelle des activités

⁵⁸ Bien que l'entité ait été active avant cette date

⁵⁹ Trois scieries, trois usines de palettes, trois fours de séchage, des chariots élévateurs, des pelles rétrocaveuses et le matériel associé



AGRICORD



implique que la société peut entrer en concurrence directement avec les multinationales, grâce à l'avantage compétitif qu'elle tire de ses matières premières certifiées et accessibles, de la qualité qu'elle offre et de ses services.

Les étapes successives du développement consisteront à diversifier les produits en dehors des palettes, dans le but de produire de façon continue pendant toute l'année. Les programmes du gouvernement et les ONG devront soutenir cette évolution, mais il sera possible d'accéder au crédit pour développer la compagnie par le biais de Financia Rural. La hausse des profits incitera les entreprises forestières communautaires à conserver la biodiversité.

Les clés du succès

- Regrouper les ressources et l'équipement de plusieurs petites coopératives pour les économies d'échelle.
- Augmenter l'étendue des activités pour répondre aux besoins des compagnies multinationales.
- La certification de groupe du bois récolté durablement de telle sorte que les petits producteurs puissent obtenir le meilleur prix associé aux produits certifiés.

Les groupements devraient tirer profit de l'extension du marché des poteaux en eucalyptus – Éthiopie

Les eucalyptus furent introduits en Éthiopie il y a plus d'un siècle, comme solution offrant des arbres à croissance rapide pour un manque chronique de bois. Il existe maintenant de vastes plantations de plusieurs espèces (y compris l'*Eucalyptus camadulensis* et *E. globulus*) surtout aux alentours d'Addis Abeba. Ils sont cultivés fréquemment sur les exploitations agricoles, le long des frontières des champs ou en tant que petites plantations. Les petits propriétaires apprécient leur rapidité de croissance, le fait que le bétail ne s'en nourrisse pas, et leur capacité à faire des rejets une fois taillés. Les poteaux sont facilement vendus sur les marchés pour l'industrie de la construction et leur marché est florissant. La demande de poteaux est particulièrement forte à Bahir Dar, Addis-Abeba et au Soudan.

Cependant, les agriculteurs ne s'en sortent pas aussi bien que pourrait le laisser prévoir la vivacité du marché, car la plupart des fabricants de poteaux ne font pas partie des groupements de producteurs. Les agriculteurs vendent plutôt par le biais d'intermédiaires qui empochent la plus grande partie des bénéfices, en

vendant les poteaux sur le marché deux fois plus cher que ce qu'ils ont payé à l'agriculteur.

Au nord de l'Éthiopie, dans la région Amhara, un projet pilote s'efforce de transmettre une plus grande part de bénéfices aux exploitations agricoles. La plupart des futaies ont disparu et les terres sont occupées par des petits agriculteurs, éliminant la possibilité de plantations extensives. Par contre, la production par des petits exploitants a un potentiel élevé, avec des agriculteurs prêts à convertir jusqu'à 20 pour cent de leurs terres dans ce but. En effet, nombreux sont ceux qui parmi les 3,4 millions de petits exploitants à Amhara, cultivent déjà des arbres sur leurs exploitations agricoles.⁶⁰

L'étude de faisabilité du projet a rencontré un environnement politique et réglementaire favorable pour la foresterie de petite échelle, bien que les aspects commerciaux de l'arboriculture ne soient pas encore bien connus, et que les organisations de producteurs forestiers soient rares. Pour le soutien institutionnel, les agriculteurs peuvent s'adresser au Bureau de l'agriculture et du développement rural (BoARD) pour des conseils relatifs à tous les aspects de l'agriculture. À ce jour, il a principalement fourni des semences et offert des conseils en matière de plantation à travers des agents locaux du développement. Les agriculteurs qui ont bénéficié pendant de nombreuses années du transfert de connaissances fourni par plusieurs agences externes sont maintenant capables de faire pousser des arbres à partir de semences (bien que la qualité ne soit pas toujours bonne, car ils récoltent les semences de leurs propres arbres). Cependant, les conseils concernant la gestion des arbres de taillis pour les poteaux les plus droits, et la façon de tirer le meilleur parti des marchés, n'ont pas été fournis. Pour surmonter ces problèmes, le projet formera un personnel clé à partir des groupements d'agriculteurs afin que les organisations puissent comporter des services liés à la foresterie. Cela aidera les agriculteurs à augmenter la rentabilité financière de leurs arbres en établissant un mécanisme de partage des informations sur les poteaux de différentes qualités et tailles.

Il existe déjà à Amhara plus de 6 000 coopératives agricoles et 43 syndicats fournissant des services à 1,3 million de foyers. Ils sont organisés démocratiquement, avec une assemblée générale à l'occasion de laquelle les membres peuvent voter, et un conseil d'administration qui dirige le groupement. L'Agence de promotion des coopératives est une organisation publique

⁶⁰ Niras (2010). *Start Up Support to Forest Producers' Organizations in Amhara Region, Ethiopia. Document de travail.*

renommée qui soutient les syndicats et les coopératives, travaillant à titre gracieux pour promouvoir à la fois les organisations et la demande de leurs produits. Cependant, les coopératives forestières ne constituent qu'un pour cent du total. Le projet travaillera donc avec les coopératives agricoles existantes, en les aidant à modifier leurs règlements afin qu'elles puissent commercialiser les poteaux. Ajouter les poteaux aux opérations améliorera les flux de trésorerie des groupements, car les poteaux fournissent des revenus sur une année entière (tandis que le miel ou les cultures arables, par exemple, ne produisent des revenus que de façon intermittente). Pour le support technique, un forestier sera embauché pour la durée du projet avec les financements du projet.

Ce qui changera

Les forestiers qui s'associeront à un groupement de producteurs forestiers en tireront des bénéfices directs. Ils apprendront à commercialiser les arbres selon les besoins de marchés spécifiques. En obtenant des informations sur la demande relative et les prix à l'unité des poteaux de différentes tailles, ils pourront prendre des décisions éclairées sur l'abattage et la vente. À l'heure actuelle, les agriculteurs coupent leurs arbres avant de convenir d'un prix, et ne connaissent pas la valeur exacte de leurs poteaux. Les agriculteurs devraient pouvoir mieux négocier leurs prix lorsqu'ils réalisent une vente. Une fois que les groupements de producteurs seront plus conscients des besoins de la foresterie, ils devraient pouvoir offrir des services tels que des ventes cumulées et même un service d'abattage pour les agriculteurs qui voudraient sous-traiter ces activités.

La vente de poteaux à travers des groupements de producteurs permet aux syndicats et aux coopératives d'être exonérés des 20 pour cent des redevances que les commerçants doivent payer⁶¹. Tant que la coopérative peut transporter des poteaux au même coût que celui des commerçants, et qu'elle peut négocier des prix similaires sur le marché, son revenu net sera supérieur. Il pourra être divisé entre les agriculteurs et la coopérative, offrant plus d'espèces aux agriculteurs et un revenu que la coopérative peut utiliser pour financer des services à ses membres.

Un meilleur approvisionnement de pieux et de bois de chauffe, aura l'avantage beaucoup plus important de réduire les besoins des ménages en bouse de vache comme combustible. La bouse de vache pourra alors

⁶¹ Les commerçants intermédiaires doivent acquitter 20 pour cent de la valeur des ventes de pieux au BoARD.

servir d'engrais et améliorer les sols. Ceci aura un impact important dans cette région où les sols appauvris manquent de matière organique.

Production de bois dans les plantations forestières des communautés – Népal

Comme cela a été expliqué dans les sections 1 et 3, la foresterie communautaire existe depuis longtemps au Népal. Bien que jusqu'ici, les efforts aient porté principalement sur une variété de produits forestiers, plutôt que sur le bois en tant que récolte commerciale, le bois constitue cependant la principale source de revenus pour les groupements d'utilisateurs de forêts communautaires. Les méthodes efficaces de récoltes et la gestion durable ont été peu développées.

Une réunion au Népal en 2010 a rassemblé plusieurs parties intéressées pour débattre de la façon dont la pauvreté pourrait être réduite en réalisant des bénéfices économiques produits par la gestion du bois.⁶² Les participants déclarèrent que le bois n'avait reçu que peu d'attention par rapport aux produits forestiers non ligneux, aux services environnementaux et à la capture du carbone. Les donateurs semblaient accorder plus d'importance aux moyens d'existence, au renforcement des capacités et aux questions de conservation. On mentionna également les interventions inutiles du gouvernement dans le commerce du bois. Les communautés locales ne bénéficiaient pas pleinement de la valeur du bois enlevé, et espéraient que l'attitude actuelle 'du bois pour les riches et des feuilles pour les pauvres' change.

Cette situation est insatisfaisante pour deux raisons – les communautés ne tirent que peu de profits du bois, et les industries du bois n'ont pas la garantie d'un approvisionnement en matières premières de qualité. Le potentiel que recèle le lien entre les petits entrepreneurs et les groupements d'utilisateurs de forêts communautaires est énorme. Cependant, pour maintenir l'offre tout en encourageant la conservation, il est nécessaire de nouer des accords formels entre les entrepreneurs et les groupements. Cela garantira que les bénéfices tirés du patrimoine naturel et la charge de la conservation soient partagés équitablement.

Un projet de jumelage a été établi entre les producteurs agricoles finlandais et l'union des syndicats de

⁶² Ban Chautari: A Multi-stakeholder dialogue on forest policy issues. Poverty reduction through forestry: Exploring strategies to realize economic benefits of timber management in Nepal. 7 juillet 2011, Kathmandu.



AGRICORD



propriétaires forestiers⁶³ afin que le bois devienne une meilleure source de revenus pour les groupements d'utilisateurs. Il est prévu d'utiliser l'approche Analyse de marché et développement (MA&D) pour permettre aux communautés de gérer des entreprises forestières viables qui créeront des emplois et amélioreront les niveaux de vie.⁶⁴ La hausse de la demande générée par l'industrie florissante du meuble au Népal, qui comprend aussi bien des usines modernes que des centaines de petits ateliers, fournit un marché immédiatement accessible pour le bois. D'un point de vue national, la fabrication de meubles offre la possibilité d'exploiter les marchés d'exportation, étant donné que la valeur ajoutée fournie justifie leur transport (une question importante dans un pays aussi montagneux que le Népal, où les routes sont rares).

Effectuer les changements nécessaires

Les groupements d'utilisateurs des forêts communautaires dont le fonctionnement est satisfaisant en termes de gouvernance et d'organisation seront encouragés à évoluer vers une production durable de bois. En connaissant mieux le marché du bois, les groupements pourront mieux négocier des prix équitables, et en améliorant les systèmes traditionnels de récolte, ils réduiront les pertes et augmenteront la qualité. Les membres reçoivent actuellement à peine un peu plus du dixième du prix du marché, bien que cela soit dû en partie à des questions de qualité: abattre des arbres en utilisant des outils manuels tels que des haches et des serpes, et déplacer des arbres abattus manuellement ne produit pas les meilleurs résultats. On estime que peut-être 15 pour cent de la récolte est perdue avant d'atteindre le point de vente. Les groupements doivent donc accéder à une nouvelle technologie pour récolter et transformer leur bois plus efficacement, et doivent améliorer leurs capacités de planification.

L'approche MA&D présentée plus haut encourage les membres des groupements à identifier et créer des entreprises performantes. Étant donné que dans de nombreux cas les groupements de foresterie communautaire gèrent déjà des entreprises florissantes de produits forestiers non ligneux, cette méthode devrait être un prolongement naturel du même processus. Le projet encouragera également la création de réseaux et le partage entre les groupements d'utilisateurs et les petites entreprises.

Les groupements d'utilisateurs des forêts n'ont pas l'argent pour étendre leurs activités forestières, mais les nouveaux bénéfices tirés de leur bois pourraient leur permettre de surmonter ce problème. En produisant des grumes de meilleure qualité et en ayant accès aux informations sur la demande et les prix du marché, ils seront en mesure de négocier des contrats avantageux. Il est prévu d'établir une scierie entre huit groupements d'utilisateurs voisins, afin qu'il y ait suffisamment de bois pour la faire fonctionner toute l'année. Le soutien fourni par le projet de jumelage et FECOFUN (l'organisation d'appui népalaise pour les groupements d'utilisateurs de forêts communautaires) contribuera à mettre en place ce projet et fournira une formation opérationnelle.

63 MTK and AgriCord (2012). *Twinning Support to the Development of Smallholders' Forestry Organizations in Dang District, Nepal*. Document de travail.

64 La Section 1 décrit dans les détails l'approche MA&D

Les nombreux exemples de ce rapport donnent une idée de l'immense potentiel que recèlent les groupements de producteurs forestiers actifs et dynamiques. Cependant, les petits propriétaires du monde en développement ne peuvent se permettre de faire partie des organisations de producteurs que s'ils augmentent leurs revenus en y adhérant. En d'autres mots, aucune organisation ne pourra être couronnée de succès sans offrir des avantages financiers fiables (à travers des services politiques ou économiques) à ses membres.

Ce rapport propose un programme opérationnel pour la fourniture de ce soutien externe. En offrant une gamme d'exemples pratiques, il met en évidence les capacités organisationnelles internes et externes qu'il serait utile de soutenir. Il donne également une idée des facteurs de succès et des difficultés qui déterminent l'efficacité de cette organisation.

Facteurs de succès

La sécurité des droits fonciers et des droits d'utilisation des ressources, des conditions économiques favorables et un cadre juridique favorable, ainsi qu'un soutien à long terme du gouvernement et des autres partenaires, ont été fréquemment mentionnés. Ces facteurs ne peuvent être modifiés par les groupements de producteurs (quoique leurs activités de plaidoyer peuvent leur permettre d'exprimer leurs besoins lorsque les politiques sont élaborées). Ils méritent cependant de s'attirer l'attention des décideurs du monde entier.

D'autres questions relèvent des compétences d'un groupement de producteurs bien administré. Mettre au point des services dont ses membres ont besoin, coopérer avec d'autres acteurs, y compris avec les femmes dans des positions administratives et de responsabilité, et s'assurer que le groupement est géré équitablement et dans la transparence sont autant d'actions qui peuvent être prises de l'intérieur.

Défis

Les obstacles au succès concernent à la fois l'organisation interne et les facteurs externes. La question relative aux prises de responsabilité est cruciale, et des structures transparentes de gouvernance sont nécessaires pour assurer une succession harmonieuse de la direction. Un autre facteur important consiste à satisfaire les membres en leur fournissant le soutien et les services dont ils ont besoin. Le soutien externe est parfois nécessaire. La protection des forêts est un autre problème. Les arbres et les forêts sont des actifs importants qui représentent des réserves majeures de richesse, une garantie contre les mauvaises récoltes et la possibilité de revenus pour la retraite. Mais leur valeur rend leur protection d'autant plus importante. Un seul incendie imprudent, ou les ravages causés par du bétail mis à pâturer peuvent causer des pertes dramatiques. Les acteurs plus importants de la foresterie peuvent constituer eux aussi des défis, car leurs besoins peuvent l'emporter sur ceux des petits exploitants forestiers familiaux.

Soutenir les organisations paysannes afin qu'elles s'intéressent également à la foresterie

Étant donné que les groupements ont besoin de temps pour atteindre leur potentiel maximum, il est logique d'encourager les organisations paysannes existantes à étendre leur portée en incluant des activités forestières. Cela arrive déjà dans certains des exemples cités. Les organisations paysannes sont beaucoup plus fréquentes que celles qui s'occupent des forêts: elles devraient acquérir des expertises dans de nouveaux domaines, mais leur cohésion actuelle et leur crédibilité locale leur donnerait une marge d'avance sur les groupements récemment formés.



Pendant de nombreuses années, la FAO et AgriCord ont soutenu la coopération entre les agriculteurs, les groupements et les communautés dans le but d'améliorer la production agricole. Reconnais- sant que des surfaces croissantes de forêts relèvent du contrôle des particuliers et des communautés, leur centre d'intérêt s'est élargi pour inclure les produits et services des forêts.

Ce rapport suggère que des organ- isations de producteurs forestiers efficaces permettent aux petits producteurs de s'exprimer poli- tiquement et d'accéder aux marchés et peuvent ainsi promou- voir le développement économi- que de leurs membres. Ce docu- ment qui s'appuie sur un éventail étendu d'exemples pratiques met en évidence les facteurs de succès et les défis, et fournit des indica- tions relatives aux appuis opéra- tionnels pouvant être apportés.

For further information, please contact:



AgriCord • Minderbroedersstraat 8, 3000 Leuven, Belgium • www.agricord.org • e-mail: info@agricord.org
Phone: 0032 (0)16 24 27 50 • Fax: 0032 (0)16 24 27 55



le réseau des agri-agences | the alliance of agri-agencies | la alianza de agri-agencias

Member agri-agencies/Membres: Afdi (France), Agriterra (The Netherlands), FERT (France), Trias (Belgium), UPA DI (Canada)
SCC (Sweden), CSA (Belgique), AsiaDHRRA (Asia), ASPRODEB (Sénégal)

Associated farmers' organisations/Membres associés: CAP (Portugal), CIA (Italy), MTK (Finland), UPA (Spain)



Sophie Grouwels: Forestry Officer (small-scale enterprise development)

Forest & Farm Facility | Forestry Department | Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy

Phone: +39 06 5705-5299 • Fax: +39 06 5705-5514 • sophie.grouwels@fao.org

<http://www.fao.org/forestry/enterprises/en/> • <http://www.nfp-facility.org/>

